

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2649

30 septembre 2014

SOMMAIRE

ADVICE.INC S.à r.l. SPF	127113	Flabeg International S.à.r.l.	127109
AL GP S.à r.l.	127116	Fretless Investments S.à r.l.	127113
Angels Overseas S.A.	127110	Gain Capital Real Estate Holding S.à r.l.	127121
Atlas Invest S.A.	127116	G.O. II - Luxembourg Landmark S.à r.l.	127114
AVC Investments S.A.	127108	HayFin Topaz LuxCo 1 S.C.A.	127115
BEL Financial Services S.à r.l.	127134	Jepiel S.A.	127112
B-Fly 2 S.à r.l.	127110	KAILUA S.A.	127116
carloscorreiarchitecte s.a.	127112	KAS Anorthosis S.C.A.	127116
Chaosys S.à r.l.	127114	Kirepo Sàrl	127117
Chappes Flore S.à.r.l.	127106	Lemar S.A.	127115
Chiron B1 S.à r.l.	127109	Lingohr	127117
Cidra Holding S.à r.l.	127108	manatee consilium	127112
COLT Lux Group Holding S.à r.l.	127152	Pasco Immobilière S.A.	127108
COMOI Fund Management S.A.	127107	Pütz-Corra S.à r.l.	127106
Compagnie Maritime Monégasque Inter- national II S.à r.l.	127114	Ralux Construction S.à r.l.	127111
Copalme S.A.	127107	Repères S.à r.l.	127106
Credit Suisse - Zweigniederlassung Luxem- burg	127106	Rether Participations S.A.	127111
Crystal A TopCo S.à r.l.	127109	Rock Investments S.P.F. S.A.	127111
Crystal B TopCo S.à r.l.	127117	Rogimmo S.A.	127107
DTC Investment	127106	Romos Immo S.A.	127107
Dundee International (Luxembourg) In- vestments 15 S.à r.l.	127109	Rossini Real Estate S.à r.l.	127139
Dundee International (Luxembourg) In- vestments 2 S.à r.l.	127117	RZ INVEST	127111
Episo 3 France Investments S.à r.l.	127140	Saxony Holdings	127127
European Broker S.A. Luxembourg	127112	Semaanlux S.A.	127139
Feller Rock Processing S.à r.l.	127110	SIGNA Prime Luxembourg Beteiligung 3 S.à r.l.	127113
Fileservices Investments S.A.	127118	SK-Q8 Pommerlach SA	127113
Financière Saint-Jean S.A.	127107	Société de Participations Innofi S.A.	127109
Findim Group S.A.	127115	Société d'Investissement et de Finance- ment Internationale S.A.	127108
Finesti S.A.	127115	TEN S.à r.l.	127110
Finex.lu S.A. Soparfi	127152	Volga Resources Investments	127137

Pütz-Corra S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6117 Junglinster, 7, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 155.618.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014107039/10.

(140127144) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Repères S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8287 Kehlen, 41, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 31.484.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014107064/10.

(140127405) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Credit Suisse - Zweigniederlassung Luxemburg, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 104.393.

Les comptes annuels consolidés de Crédit Suisse AG au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Crédit Suisse - Zweigniederlassung Luxemburg

Référence de publication: 2014107422/11.

(140127839) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

Chappes Flore S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4965 Clemency, 6, rue de Sélange.

R.C.S. Luxembourg B 82.497.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour CHAPPES FLORE S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2014107437/11.

(140128542) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

DTC Investment, Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 176.406.

A dater de ce jour, la société CC AUDIT and CONSULT SA démissionne de ses fonctions d'administrateur et administrateur-délégué de la société suivante:

DTC INVESTMENT S.A. - RCSL n° B176406

Strassen, le 21 Juillet 2014.

Michel VANSIMPSEN

Administrateur-délégué - Expert-Comptable OEC

Référence de publication: 2014108368/12.

(140129103) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Rogimmo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3426 Dudelange, 12, rue Nic Bodry.
R.C.S. Luxembourg B 54.183.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

12, rue de Bitbourg L-1273 Luxembourg

Référence de publication: 2014107071/10.

(140128052) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Romos Immo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 20, rue de l'Industrie.
R.C.S. Luxembourg B 172.439.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014107074/10.

(140127182) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

COMOI Fund Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 170.746.

Les comptes annuels pour la période du 20 juillet 2012 (date de constitution) au 30 juin 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Référence de publication: 2014107448/11.

(140128644) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

Copalme S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 149.264.

EXTRAIT

En date du 3 juillet 2014, la société a pris acte de la démission de Monsieur Patrick Houbert de son poste d'administrateur avec effet immédiat.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2014107451/11.

(140128571) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

Financière Saint-Jean S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 188.536.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue à Luxembourg le 12 juin 2014

Monsieur Etienne GILLET est désigné en tant que Président du Conseil d'Administration.

Pour copie conforme

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014107548/12.

(140128192) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

Cidra Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 119.206.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014107407/9.

(140128703) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

SIFI S.A., Société d'Investissement et de Financement Internationale S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 105.667.

Le Bilan au 31.12.2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014107136/10.

(140126980) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

AVC Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 4, rue Jean Engling.
R.C.S. Luxembourg B 184.260.

Extrait des résolutions prises par le Conseil d'Administration du 15 juin 2014

Le Conseil d'administration a décidé de transférer le siège social de la société du 6, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg au 4, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg avec effet au 15 juin 2014.

L'adresse de la société EZD S.à r.l., Commissaire aux comptes a changé:

- ancienne adresse: 6, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg;
- nouvelle adresse: 4, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg.

L'adresse professionnelle d'administrateur de catégorie B, Alexander Tkachenko a changé:

- ancienne adresse: 6, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg;
- nouvelle adresse: 4, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg.

Luxembourg, le 28.07.2014.

Référence de publication: 2014113061/17.

(140132946) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2014.

Pasco Immobilière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 64.082.

EXTRAIT

L'assemblée générale ordinaire réunie à Luxembourg le 28 juillet 2014 a renouvelé les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes pour un terme de six ans.

Le Conseil d'Administration se compose comme suit:

- Madame Nicole Thommes
- Madame Andrea Dany
- Monsieur Marc Koeune
- Monsieur Jean-Yves Nicolas

Le commissaire aux comptes est CeDerLux-Services S.à r.l.

Leurs mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an 2020.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014114351/18.

(140133368) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2014.

Crystal A TopCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 126.949.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014107423/9.

(140128320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

Société de Participations Innofi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 81.786.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014107137/10.

(140127875) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Chiron B1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 164.304.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Référence de publication: 2014107406/10.

(140128432) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

Dundee International (Luxembourg) Investments 15 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 9A, rue Robert Stumper.

R.C.S. Luxembourg B 162.449.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Dundee International (Luxembourg) Investments 15 S.à r.l.**Dream Global Advisors Luxembourg S.à r.l.*

Référence de publication: 2014107473/11.

(140128781) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

Flabeg International S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 35, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 125.815.

Suite à un transfert de siège social, il convient de modifier l'adresse de l'Associé: Indigo Capital V LP précédemment
au 30 King Street, London EC2V 8EH, United Kingdom par:

33 St James's Square, London SW1Y 4JS, United Kingdom

Luxembourg, le 18 juillet 2014.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2014107539/13.

(140128245) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

Feller Rock Processing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1716 Luxembourg, 17, rue Joseph Hansen.
R.C.S. Luxembourg B 29.859.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014107545/9.

(140128691) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

TEN S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6117 Junglinster, 7, rue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 155.861.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014107181/10.

(140127150) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Angels Overseas S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 90.299.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Fiduciaire WBM

Experts comptables et fiscaux

Signature

Référence de publication: 2014110211/13.

(140132326) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

B-Fly 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.111.550,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 121.593.

Il résulte de l'assemblée générale annuelle de l'Associé Unique de la Société en date du 25 juillet 2014 que l'Associé Unique a pris les décisions suivantes:

- Démission du réviseur d'entreprises agréée suivant à compter du 25 juillet 2014:

* PricewaterhouseCoopers, ayant son siège social au 400, Route d'Esch, L-1471 Luxembourg et immatriculée sous le numéro B 65477 auprès du RCS Luxembourg.

- Nomination du réviseur d'entreprises agréé à compter du 25 juillet 2014 jusqu'à l'assemblée qui se tiendra en l'année 2016:

* KPMG Luxembourg S.à r.l., ayant son siège social à 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg et immatriculée sous le numéro B149133 auprès du RCS Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

B-FLY 2 S.à.r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Signatures

Gérant A

Référence de publication: 2014110232/22.

(140132620) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Rock Investments S.P.F. S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 36.203.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

ROCK INVESTMENTS S.P.F. S.A.
Société Anonyme de Gestion de Patrimoine Familial

Référence de publication: 2014108884/12.

(140130180) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

RZ INVEST, Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11b, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 188.080.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le mercredi 23 juillet 2014.

Pour la société

Me Martine DECKER

Notaire

Référence de publication: 2014108885/13.

(140129280) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Rether Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 38, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 45.457.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2014108881/13.

(140129821) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Ralux Construction S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 56, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 180.147.

Je soussigné, Monsieur Artan GUZA, domicilié au 21, rue Vauban, L-2663 Luxembourg déclare par la présente que 60 % des parts sociales de la société RALUX CONSTRUCTION SARL ont été transférées en date du 12 juin 2014 de la manière suivante:

- Monsieur Raffaele ROLLO, domicilié au 77, rue d'Europe L-4390 Pontpierre a cédé les 60 parts sociales qu'il détenait dans la société RALUX CONSTRUCTION SARL à Monsieur Artan GUZA, domicilié au 21, rue Vauban, L-2663 Luxembourg.

Fait à Luxembourg, le 20 juin 2014.

Artan GUZA

Gérant administratif

Référence de publication: 2014108864/16.

(140129416) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

carloscorreiarchitecte s.a., Société Anonyme.

Siège social: L-3230 Bettembourg, 29-31, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 151.379.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

12, RUE DE BITBOURG L-1273 LUXEMBOURG

Référence de publication: 2014107283/10.

(140128200) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

manatee consilium, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1946 Luxembourg, 1, rue Louvigny.
R.C.S. Luxembourg B 92.879.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014107291/10.

(140129026) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

European Broker S.A. Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 77.701.

Extrait de l'A.G. ordinaire du 14/05/2014

L'assemblée générale décide de renouveler le mandat d'administrateur de Madame Joëlle Wurth, née le 11/08/1961 à Arlon (Belgique) et résident à 27, Huewelerstrooss L-8521 Beckerich, jusqu'au 01/06/2016.

L'assemblée générale décide de renouveler le mandat d'administrateur de Monsieur Remouchamps Pascal, né le 25/11/1963 à Liège (Belgique) et résident à 10, Rue d'Avister B-4130 Esneux, jusqu'au 01/06/2016.

Signatures.

Référence de publication: 2014108430/13.

(140129671) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Jepiel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 45, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 175.109.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue exceptionnellement en date 22 juillet 2014

Après délibération l'assemblée prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Résolutions:

1. L'assemblée Générale accepte la démission d'Alexandre Bardot de son mandat d'administrateur de la société.
2. L'Assemblée Générale décide de nommer Monsieur Pierre MESTDAGH, né le 21 novembre 1961 à Etterbeek (Belgique), résidant professionnellement au 45 avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, comme administrateur de la société. L'administrateur est élu pour une période statutaire de 6 ans, soit jusqu'à l'assemblée générale statutaire appelée à délibérer sur les comptes annuels clos au 31 décembre 2019.
3. Mr Stéphane ALLART et Mr Olivier DEDOBBELEER, administrateur de la société, ont changé d'adresse professionnelle, qui est désormais située au 45, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg.

Référence de publication: 2014109564/21.

(140130577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2014.

ADVICE.INC S.à r.l. SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 171.886.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Référence de publication: 2014107322/10.

(140128270) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

Fretless Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 139.854.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour FRETLESS INVESTMENTS S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à.r.l.

Référence de publication: 2014108469/11.

(140129455) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

SIGNA Prime Luxembourg Beteiligung 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 178.449.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Compliance Partners S.A.

Signature

Référence de publication: 2014109978/11.

(140130347) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2014.

SK-Q8 Pommerlach SA, Société Anonyme.

Siège social: L-9964 Huldange, 2, rue de Stavelot.

R.C.S. Luxembourg B 99.301.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale du Conseil d'administration du 15 mai 2014 que:

Les mandats des administrateurs, administrateur-délégué et du commissaire aux comptes venant à échéance, l'assemblée générale décide de les renouveler. Leurs mandats viendront à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2016.

Le conseil d'administration se compose comme suit:

Monsieur Erny Schmitz, demeurant à L-9964 Huldange, 2, rue de Stavelot, président du conseil d'administration, administrateur et administrateur-délégué;

Madame Annette Knauf, demeurant à L-9964 Huldange, 2, rue de Stavelot, administrateur;

Monsieur Justin Dostert, demeurant à L-5969 Itzig, 93, rue de la Libération, administrateur.

Commissaire aux comptes

Madame Liliane Theissen, B-4790 Burg-Reuland (Dürler), Maison 1

Huldange, le 15 mai 2014.

Pour extrait conforme

SK-Q8 POMMERLACH SA

Référence de publication: 2014109985/22.

(140130595) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2014.

G.O. II - Luxembourg Landmark S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 158.970.

Par résolutions prises en date du 11 juin 2014, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Choui Min Kon Kam King, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant, avec effet au 30 juin 2014 et pour une durée indéterminée;
2. Acceptation de la démission de Géraldine Schmit, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, de son mandat de gérant, avec effet au 30 juin 2014;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Référence de publication: 2014108477/15.

(140130246) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Compagnie Maritime Monégasque International II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 39.000,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 180.771.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 28 juillet 2014

Sont nommés gérants supplémentaires pour une durée indéterminée:

- Monsieur Alex VANCAUWENBERGH, né le 18 juillet 1975 à Wilrijk (Belgique) demeurant à Rua Gal Andrade Nevers, 293, Sao Domingos, RJ 24 210001 Brésil
- Monsieur Karl DAHL, né le 13 mai 1959 à Tripoli (Libye), demeurant professionnellement à Dirckenstrasse, 37, D-10178 Berlin

Pour extrait conforme
Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Référence de publication: 2014110334/16.

(140132843) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Chaosys S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 185.780.

EXTRAIT

Il résulte d'une cession de parts sociales intervenue en date du 8 juillet 2014, ladite cession prenant effet au 8 juillet 2014 que:

NAUTILUS WORLDWIDE LIMITED, ayant pour siège social Independence Avenue, bâtiment Capital City, Second Floor, SY-Victoria, Mahé (Seychelles), immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Seychelles sous le numéro IBC 126292, représentée par son Directeur, Nikita ANDROSOV, associé unique de la société à responsabilité limitée CHAOSYS S.à r.l., cède 12 500 parts sociales qu'il détenait dans la société CHAOSYS Sàrl à:

- La société EG SEARCHWORLDWIDE LTD, ayant pour siège social Kosti Palama, 12A 3095, Limassol - Cyprus immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Chypre sous le numéro HE 323795.

Suite à cette cession, à compter du 8 juillet 2014, les parts sociales sont réparties comme suit:

EG SEARCHWORLDWIDE LTD	12.500 parts sociales
Total	12.500 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 8 juillet 2014.

Pour extrait conforme
CHAOSYS S.à r.l.

Référence de publication: 2014110322/23.

(140132421) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Lemar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1274 Howald, 103A, rue des Bruyères.
R.C.S. Luxembourg B 124.138.

Je soussigné Jacques Becker, demeurant professionnellement au no. 296, rue de Neudorf, L-2222 Luxembourg, vous informe par la présente de ma démission en tant que commissaire aux comptes de la société Lemar S.A., 103A, rue des Bruyères, L-1274 Howald, inscrite sous le no. RCLS: B 124138, avec effet immédiat.

Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Jacques Becker.

Référence de publication: 2014107716/11.

(140128402) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

Finesti S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 35A, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 50.864.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 juillet 2014.

MAURICE BAUER

Secrétaire Général

Référence de publication: 2014107551/12.

(140128164) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

Findim Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1468 Luxembourg, 16, rue Erasme.
R.C.S. Luxembourg B 76.659.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 28 juin 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 811 du 7 novembre 2000.

Les comptes consolidés de la Société au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FINDIM GROUP S.A.

Signature

Référence de publication: 2014107550/15.

(140128619) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

HayFin Topaz LuxCo 1 S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 172.850.

Extrait des résolutions adoptées lors de l'assemblée générale annuelle du 22 juillet 2014:

- Le mandat de Grant Thornton Lux Audit S.A. de 89A, Pafbruch, L - 8308 CAPELLEN, le réviseur d'entreprise agréé de la société, est renouvelé.

- Le nouveau mandat de Grant Thornton Lux Audit S.A. prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2015 statuant sur les comptes annuels de 2014.

Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Signatures

Un mandataire

Référence de publication: 2014107595/16.

(140128180) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

AL GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 127.885.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Référence de publication: 2014107330/10.

(140128518) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

Atlas Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 73.538.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014107350/10.

(140128343) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

KAS Anorthosis S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 118.728.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 Juillet 2014.

KAS Anorthosis S.C.A.

P.L.C. van Denzen

Member of the supervisory board

Référence de publication: 2014110639/14.

(140132043) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

KAILUA S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 4, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 42.892.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires tenue en date du 20 juin 2014:

«Les mandats des administrateurs et du commissaire étant venus à échéance, l'assemblée décide de nommer:

- aux fonctions d'administrateur et de présidente du Conseil d'Administration, Madame Donatella FANTONI, dirigeante de sociétés, demeurant Via Francesco Petrarca 20, I-21100 Varese;
- à la fonction d'administrateur, Monsieur Rémy MENEGUZ, administrateur de sociétés, demeurant au 63 Avenue Grand-Duc Jean, L-8323 Olm;
- à la fonction d'administrateur, Monsieur Giovanni VITTORE, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement au 45-47 route d'Arlon, L-1140 Luxembourg.
- à la fonction de commissaire aux comptes, Monsieur Paolo RANIERI, Expert-comptable, demeurant au 8, Largo Augusto, I-20122 à Milan.

Leur mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2017».

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

KAILUA S.A.

Référence de publication: 2014110638/20.

(140132123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Crystal B TopCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 126.951.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014107424/9.

(140128319) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

Dundee International (Luxembourg) Investments 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 9A, rue Robert Stumper.
R.C.S. Luxembourg B 162.369.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Dundee International (Luxembourg) Investments 2 S.à r.l.

Dream Global Advisors Luxembourg S.à r.l.

Référence de publication: 2014107474/11.

(140128510) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

Lingohr, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 141.002.

Les statuts coordonnés de la prédite société au 19 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Beringen, le 25 juillet 2014.

Maître Marc LECUIT

Notaire

Référence de publication: 2014110666/13.

(140132113) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Kirepo Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7222 Walferdange, 18, rue de Dommeldange.
R.C.S. Luxembourg B 103.574.

Extrait de procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 1^{er} juin 2014

La présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

1^{ère} Résolution:

Suite à deux cessions de parts sociales dûment approuvée par les associés et dûment signifiée à la société, le capital social douze mille cinq cents euro (EUR 12.500,00) représenté par cent (100) parts sociales, entièrement souscrites et libérées se répartit comme suit:

Monsieur POST Jean-Paul, commerçant, domicilié à L-6310 Beaufort, Chemin des Rochers,4, né à Ettelbrück, le 18 juin 1977 - Parts détenues: 50

Monsieur REISDORF Steve, informaticien, domicilié à D-66706 Wochern (Allemagne), Nikolausstrasse, 24, né à Esch-sur-Alzette, le 30 janvier 1973 - Parts détenues: 50

Luxembourg, le 1^{er} juin 2014.

Pour extrait conforme

Monsieur POST Jean-Paul / Monsieur REISDORF Steve

Le Conseil de Gérance

Référence de publication: 2014110643/21.

(140132716) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Fileservices Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1217 Luxembourg, 12, rue de Bastogne.

R.C.S. Luxembourg B 188.909.

—
STATUTS

L'an deux mille quatorze.

Le vingt-trois juillet.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

A COMPARU

Monsieur Abdelmajid BARKOUKOU, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-1217 Luxembourg, 12, rue de Bastogne.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentaire de dresser l'acte constitutif d'une société anonyme qu'il déclare vouloir constituer et dont il a arrêté, les statuts comme suit:

Dénomination - Siège - Durée - Objet**Art. 1^{er}.** Il est formé une société anonyme sous la dénomination de FILESERVICES INVESTMENTS S.A..**Art. 2.** Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg, au moyen d'une résolution de l'actionnaire unique ou en cas de pluralité d'actionnaires, au moyen d'une résolution de l'assemblée générale des actionnaires.

Le siège de la société pourra être transféré dans tout autre lieu de la commune par simple décision du conseil d'administration ou de l'administrateur unique.

Le conseil d'administration respectivement l'administrateur unique aura le droit d'instituer des bureaux, centres administratifs, agences et succursales partout, selon qu'il appartiendra, aussi bien dans le Grand-Duché qu'à l'étranger.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.**Art. 4.** La Société a pour objet la gestion et la mise en valeur de son patrimoine et toutes activités connexes susceptibles d'améliorer le rendement des clients de la société.

La Société a également pour objet la prise d'intérêts sous quelque forme que ce soit dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription et toute autre manière ainsi que par l'aliénation par vente, échange et toute autre manière de toutes valeurs mobilières et de toutes espèces, l'administration, la supervision et le développement de ces intérêts. La Société pourra prendre part à l'établissement et au développement de toute entreprise industrielle ou commerciale et pourra prêter son assistance à pareille entreprise au moyen de prêts, de garantie ou autrement. Elle pourra prêter ou emprunter avec ou sans intérêt, émettre des obligations et autres reconnaissances de dettes. Elle pourra faire toutes les opérations mobilières, immobilières, financières ou industrielles, commerciales ou civiles, liées directement ou indirectement à son objet social. Elle peut réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour compte de tiers, seule ou en association en effectuant toute opération de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts. D'une façon générale, la Société pourra exercer toutes activités généralement quelconques qui pourraient paraître nécessaires à l'accomplissement ou au développement de son objet social

Capital - Actions**Art. 5.** Le capital social est fixé à TRENTE-ET-UN MILLE EUROS (€ 31.000.-), représenté par cinq cents (500) actions d'une valeur nominale de SOIXANTE-DEUX EUROS (€ 62.-) par action.**Art. 6.** Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La Société pourra racheter ses propres actions dans les limites prévues par la loi.

Art. 7. La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action.

S'il y a plusieurs propriétaires par action, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire. Il en sera de même dans le cas d'un conflit opposant l'usufruitier et le nu-propiétaire ou un débiteur et un créancier gagiste.

Administration - Surveillance**Art. 8.** En cas de pluralité d'actionnaires, la société doit être administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Si la société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la société a seulement un actionnaire restant, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un membre, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs ou l'administrateur unique seront élus par l'assemblée des actionnaires pour un terme qui ne peut excéder six ans et toujours révocables par elle.

Les administrateurs sortants peuvent être réélus.

Le conseil d'administration peut élire parmi ses membres un président et s'il en décide ainsi, un ou plusieurs vice-présidents du conseil d'administration. Le premier président sera désigné par l'assemblée générale. En cas d'absence du président, les réunions du conseil d'administration sont présidées par un administrateur présent désigné à cet effet.

Art. 9. Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président du conseil ou de deux de ses membres.

Les administrateurs seront convoqués séparément à chaque réunion du conseil d'administration. Sauf le cas d'urgence qui doit être spécifié dans la convocation, celle-ci sera notifiée au moins quinze jours avant la date fixée pour la réunion.

Le conseil se réunit valablement sans convocation préalable au cas où tous les administrateurs sont présents ou valablement représentés.

Les réunions du conseil d'administration se tiennent au lieu et à la date indiqué dans la convocation.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou valablement représentée. La présence peut également être assurée par téléphone ou vidéo conférence.

Tout administrateur empêché peut donner par écrit délégation à un autre membre du conseil pour le représenter et pour voter en son lieu et place.

Les résolutions du conseil seront prises à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion sera prépondérante.

Les résolutions signées par tous les administrateurs seront aussi valables et efficaces que si elles avaient été prises lors d'un conseil dûment convoqué et tenu. De telles signatures peuvent apparaître sur un document unique ou sur des copies multiples d'une résolution identique et peuvent être révélées par lettres, courriel ou fax.

Un administrateur, ayant des intérêts personnels opposés à ceux de la société dans une affaire soumise à l'approbation du conseil, sera obligé d'en informer le conseil et de se faire donner acte de cette déclaration dans le procès-verbal de la réunion. Il ne peut prendre part aux délibérations afférentes du conseil.

Lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires, avant de procéder au vote de toute autre question, les actionnaires seront informés des matières où un administrateur a un intérêt personnel opposé à celui de la société.

Au cas où un membre du conseil d'administration a dû s'abstenir pour intérêt opposé, les résolutions prises à la majorité des membres du conseil présents ou représentés à la réunion et qui votent, seront tenues pour valables.

Lorsque la société comprend un associé unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la société et son administrateur ayant eu un intérêt opposé à celui de la société.

Art. 10. Les décisions du conseil d'administration seront constatées par des procès-verbaux, qui seront insérés dans un registre spécial et signés par au moins un administrateur.

Les copies ou extraits de ces minutes doivent être signés par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs ou l'administrateur unique.

Art. 11. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique sont investis des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi du 10 août 1915, telle que modifiée ou par les statuts de la société à l'assemblée générale, seront de la compétence du conseil d'administration ou de l'administrateur unique.

Art. 12. Le conseil d'administration peut déléguer des pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique peut désigner des mandataires ayant des pouvoirs définis et les révoquer en tout temps. Le conseil d'administration peut également déléguer la gestion journalière de la société à un de ses membres, qui portera le titre d'administrateur-délégué.

Art. 13. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique représente la société en justice, soit en demandant soit en défendant.

Les exploits pour ou contre la société sont valablement faits au nom de la société seule.

Art. 14. Vis-à-vis des tiers la société est engagée en toutes circonstances comme suit:

- en cas d'administrateur unique, par la signature individuelle de cet administrateur,
- en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux administrateurs dont obligatoirement celle du délégué à la gestion journalière (administrateur-délégué) si un tel était nommé, ou encore
- par la signature individuelle du délégué à la gestion journalière (administrateur-délégué) dans les limites de ses pouvoirs, ou

- par la signature individuelle ou conjointe d'un ou de plusieurs mandataires dûment autorisés par le conseil d'administration.

Art. 15. La surveillance des opérations de la société sera confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale ou l'actionnaire unique, qui fixe le nombre, leurs émoluments et la durée de leurs mandats, laquelle ne peut pas dépasser six ans.

Tout commissaire sortant est rééligible.

Assemblées

Art. 16. S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée des actionnaires et prend les décisions par écrit.

En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la société.

Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales.

Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 17. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le premier vendredi du mois de juin à 16.00 heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 18. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration respectivement par l'administrateur unique ou le commissaire aux comptes. Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant dix pour cent (10%) du capital social.

Art. 19. Chaque action donne droit à une voix.

Année sociale - Répartition des Bénéfices

Art. 20. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente-et-un décembre de chaque année.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).

Art. 21. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé cinq pour cent (5%) au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

Dissolution - Liquidation

Art. 22. La société peut en tout temps être dissoute par décision de l'assemblée générale ou de l'associé unique.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'opérera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'Assemblée Générale ou par l'associé unique qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Disposition générale

Art. 23. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2014.

2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2015.

Souscription et libération

Les cinq cents (500) actions ont été souscrites par Monsieur Abdelmajid BARKOUKOU, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-1217 Luxembourg, 12, rue de Bastogne.

Toutes ces actions ont été immédiatement et entièrement libérées par versements en espèces, de sorte que la somme de TRENTE-ET-UN MILLE EUROS (€ 31.000.-) se trouve dès maintenant à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et la loi du 25 août 2006 ont été accomplies.

127121

Evaluation des frais

Le comparant évalue le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, à environ mille trois cents Euros (€ 1.300.-).

Réunion en assemblée générale

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, le comparant, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

1) Le nombre des administrateurs est fixé à un (1).

Sont nommés administrateurs:

Est nommé administrateur unique:

Monsieur Abdelmajid BARKOUKOU, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-1217 Luxembourg, 12, rue de Bastogne,

lequel aura tous pouvoirs pour engager la société par sa seule signature.

2) Le nombre des commissaires est fixé à un:

Est nommé commissaire:

La société anonyme COMPTASSIT S.A., avec siège social à L-1217 Luxembourg 12, rue de Bastogne, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 161.086.

3) Le premier mandat des administrateurs et du commissaire expirera à l'assemblée générale de 2019.

4) Le siège social est fixé à L-1217 Luxembourg 12, rue de Bastogne.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donné au comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. BARKOUKOU, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 24 juillet 2014. Relation: ECH/2014/1379. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 25 juillet 2014.

Référence de publication: 2014110447/186.

(140132593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Gain Capital Real Estate Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 72.500,00.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 188.897.

—
STATUTEN

Im Jahre zweitausendundvierzehn, am fünfzehnten Tag des Monats Juli.

Vor dem unterzeichneten Notar Maître Jean-Paul Meyers, mit dem Amtswohnsitz in Rambruch, Großherzogtum Luxemburg,

Ist erschienen:

die Gain Capital SA, SICAV-FIS, ein unter luxemburgischem Recht gegründeter spezialisierter Investmentfonds in Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé), gegründet als Aktiengesellschaft (société anonyme), mit Gesellschaftssitz in 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 173.164, handelnd für Rechnung des Teilfonds Real Estate Car Parks I,

hier vertreten durch Frau Caroline RAMIER, Angestellte, mit beruflicher Adresse in Rambrouch, aufgrund einer Vollmacht, ausgestellt unter Privatschrift.

Besagte Vollmacht wird, nach Unterzeichnung ne varietur durch die erschienene Person und den unterzeichneten Notar, dieser notariellen Urkunde als Anlage beigefügt und zusammen mit dieser zur Eintragung eingereicht.

Der Erschienene in dessen Eigenschaft als Vertreter des Gesellschafters ersucht den amtierenden Notar die Gesellschaftsatzung wie folgt zu beurkunden:

A. Zweck - Dauer - Name - Sitz

Art. 1. Hiermit wird zwischen dem jetzigen Inhaber der ausgegebenen Anteile und denjenigen, die in Zukunft Gesellschafter werden, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach luxemburgischem Recht (nachstehend die „Gesell-

schaft“) gegründet, die durch die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, in seiner jeweils aktuellen Fassung (das „Gesetz von 1915“), sowie durch nachstehende Satzung geregelt wird.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft ist die Beteiligung an luxemburgischen oder ausländischen Gesellschaften, in welcher Form auch immer, und alle anderen Arten von Investitionen vorzunehmen, im Wege des Erwerbs oder der Veräußerung von Wertpapieren durch Kauf oder Verkauf, Zeichnung, Tausch oder auf sonstige Weise, sowie die Verwaltung, Kontrolle und Verwertung ihres Portfolios und ihrer Immobilieninvestitionen.

Die Gesellschaft darf Garantien an Gesellschaften begeben, an denen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung hält und an solche, die derselben Unternehmensgruppe angehören, und sie darf diesen Gesellschaften Darlehen gewähren und sie in jeder anderen Art und Weise unterstützen.

Die Gesellschaft darf Kredite jeder Art aufnehmen und Obligationen, Schuldverschreibungen, Zertifikate, Schuldscheine, Warrants und andere Papiere begeben.

Die Gesellschaft kann alle Aktivitäten kommerzieller, industrieller und finanzieller Natur ausführen, die der Ausübung des Gesellschaftszweckes dienen.

Art. 3. Die Dauer der Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit festgesetzt.

Art. 4. Die Gesellschaft führt die Bezeichnung „Gain Capital Real Estate Holding S.à r.l.“.

Art. 5. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Er kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung an jeden beliebigen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden. Innerhalb desselben Bezirkes kann der Gesellschaftssitz durch Beschluss des Geschäftsführers oder der Geschäftsführung verlegt werden. Die Gesellschaft kann Filialen oder andere Geschäftsstellen sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland aufgrund einer Entscheidung der Geschäftsführung eröffnen.

Sollten nach Ansicht der Geschäftsführung außergewöhnliche politische, militärische Ereignisse vorliegen oder bevorstehen, welche die normale Geschäftstätigkeit der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die ungestörte Kommunikation zwischen diesem Sitz und dem Ausland beeinträchtigen, so kann der Sitz bis zur vollständigen Behebung dieser ungewöhnlichen Umstände zeitweilig ins Ausland verlegt werden; diese provisorische Maßnahme hat jedoch keine Auswirkung auf die Nationalität der Gesellschaft, welche ungeachtet einer solchen zeitweiligen Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

B. Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 6. Das Gesellschaftskapital beträgt zweiundsiebzigtausendfünfhundert Euro (72.500 EUR), aufgeteilt in:

- sechzig (60) Anteile der Anteilklasse A (ein „A Anteil“);
 - sechzig (60) Anteile der Anteilklasse B (ein „B Anteil“);
 - sechzig (60) Anteile der Anteilklasse C (ein „C Anteil“);
 - sechzig (60) Anteile der Anteilklasse D (ein „D Anteil“);
 - sechzig (60) Anteile der Anteilklasse E (ein „E Anteil“);
 - sechzig (60) Anteile der Anteilklasse F (ein „F Anteil“);
 - sechzig (60) Anteile der Anteilklasse G (ein „G Anteil“);
 - sechzig (60) Anteile der Anteilklasse H (ein „H Anteil“);
 - sechzig (60) Anteile der Anteilklasse I (ein „I Anteil“);
 - sechzig (60) Anteile der Anteilklasse J (ein „J Anteil“);
 - einhundert fünfundzwanzig (125) Anteile der Anteilklasse Z (ein „Z Anteil“);
- (zusammen: die „Anteilklassen“)

mit einem Nennwert pro Anteil von je einhundert Euro (100 EUR) und vollständig eingezahlt.

Alle Anteile haben, vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen dieser Satzung, die gleichen Rechte.

Art. 7. Das Gesellschaftskapital kann unter den Voraussetzungen des Gesetzes von 1915 und dieses Artikels durch Rücknahme von Anteilen einer oder mehrerer Anteilklassen (mit Ausnahme der Anteilklasse Z) reduziert werden. Z Anteile werden nur im Rahmen der Liquidation der Gesellschaft zurückgenommen. Jegliche zurückgenommene Anteile werden annulliert.

Für die Zwecke dieser Satzung und dieses Artikels 7 haben die folgenden Begriffe, die ihnen nachfolgende Bedeutung:

„Gesamtabrechnungsbetrag“ ist der Betrag, der durch den Geschäftsführerrat als Gesamtrücknahmepreis für alle Anteile der zurückzunehmenden Anteilklasse bestimmt wird.

„Nettogewinn“ bedeutet die freien Reserven der Gesellschaft abzüglich der allgemeinen Kosten, Abschreibungen, Rückstellungen und Steuerbelastungen.

„Rücknahmepreis pro Anteil“ bezeichnet den Preis pro Anteil der jeweiligen Anteilklasse der im Zuge einer Rücknahme an die Inhaber dieser Anteile zu zahlen ist.

„Verfügbare Liquidität“ bezeichnet (i) alle Barmittel der Gesellschaft (außer Bareinlagen mit einer Restlaufzeit von mehr als sechs (6) Monaten), (ii) alle marktgängigen Geldmarktinstrumente, Anleihen und Schuldverschreibungen und alle Forderungen, die nach Ansicht des Geschäftsführerrats kurzfristig fällig werden (abzüglich aller Schulden oder anderer Verbindlichkeiten der Gesellschaft, die in weniger als sechs Monaten fällig werden) und (iii) alle frei handelbaren und liquiden Aktien oder anderen Wertpapiere der Gesellschaft; diese Vermögenswerte werden im Rahmen der entsprechenden Zwischenabrechnung bewertet.

„Verfügbarer Betrag“ oder „VB“ bedeutet in Bezug auf die jeweilige Anteilklasse den dieser Anteilklasse im Rahmen von Artikel 23 dieser Satzung zuzuordnende Nettogewinn (einschließlich etwaiger Gewinnvorträge) („NG“) zuzüglich (i) frei ausschüttbarer Rücklagen und eventueller Ausgabeaufschläge sowie ggf. („RA“) (ii) den Betrag einer eventuellen Kapitalherabsetzung oder Herabsetzung der gesetzlichen Rücklage („KR“) reduziert durch (x) etwaige Verluste (inklusive Verlustvorträge) („V“), (y) die Beträge, die gemäß den Anforderungen des Gesetzes oder dieser Satzung den Rücklagen der Gesellschaft zugeordnet werden („R“) und (z) Dividenden, auf die die Anteilinhaber aller Anteilklassen gemäß Artikel 23 dieser Satzung ein Anrecht haben („D“); die vorstehenden Beträge werden im Rahmen der entsprechenden Zwischenabrechnung bestimmt, so dass sich der Verfügbare Betrag wie folgt berechnet:

$$VB = (NG+RA+KR) - (V+R+D)$$

„Zwischenabschluss“ bezeichnet einen Abschluss der Gesellschaft zum jeweiligen Zwischenabschlussdatum.

„Zwischenabschlussdatum“ bezeichnet einen Tag an dem der Verfügbare Betrag und die Verfügbare Liquidität berechnet werden, auf deren Basis der Geschäftsführerrat den Gesamtabrechnungsbetrag und den Rücknahmepreis pro Anteil bestimmt. Ein Zwischenabschlussdatum darf nicht früher als dreißig (30) Tage und nicht später als zehn (10) Tage vor dem Datum des tatsächlichen Rückkaufs der betreffenden Anteile liegen.

Anteile werden in den folgenden Zeiträumen zurückgenommen (jeweils ein „Rücknahmezeitraum“):

- A Anteile zwischen dem Datum ihrer Ausgabe und dem 31. Dezember 2015;
- B Anteile zwischen dem 1. Januar 2016 und dem 31. Dezember 2016;
- C Anteile zwischen dem 1. Januar 2017 und dem 31. Dezember 2017;
- D Anteile zwischen dem 1. Januar 2018 und dem 31. Dezember 2018;
- E Anteile zwischen dem 1. Januar 2019 und dem 31. Dezember 2019;
- F Anteile zwischen dem 1. Januar 2020 und dem 31. Dezember 2020;
- G Anteile zwischen dem 1. Januar 2021 und dem 31. Dezember 2021;
- H Anteile zwischen dem 1. Januar 2022 und dem 31. Dezember 2022;
- I Anteile zwischen dem 1. Januar 2023 und dem 31. Dezember 2023; und
- J Anteile zwischen dem 1. Januar 2024 und dem 31. Dezember 2024.

Sofern die Gesellschaft Anteile einer Anteilklasse nicht in dem angegebenen Rücknahmezeitraum zurücknimmt, wird ein neuer Rücknahmezeitraum von einem Kalenderjahr für diese Klasse gebildet, welche am nächsten Kalendertag nach dem Ende des Rücknahmezeitraums der J Anteile bzw. eines ggf. anderen zuvor neu gebildeten Rücknahmezeitraums einer anderen Anteilklasse beginnt.

Sofern die Gesellschaft Anteile einer Anteilklasse vor dem Ende des angegebenen Rücknahmezeitraums zurücknimmt, wird der Beginn des nächsten Rücknahmezeitraums entsprechend auf den auf den Rücknahmetag folgenden Kalendertag vorgezogen. Der Beginn des nachfolgenden Rücknahmezeitraums bleibt hiervon unberührt.

Bei einer Reduktion des Gesellschaftskapitals durch die Rücknahme einer Anteilklasse, vermittelt jeder zurückgenommene Anteil einen Anspruch auf eine anteilmäßige Beteiligung am Verfügbaren Betrag. Jeder betroffene Anteilinhaber erhält für jeden zurückgenommenen Anteil den entsprechenden Rücknahmepreis pro Anteil.

Der Rücknahmepreis pro Anteil errechnet sich aus dem Gesamtabrechnungsbetrag geteilt durch die Anzahl der ausgegebenen Anteile der zurückgenommenen Anteilklasse. Die Gesellschaft kann den Gesamtabrechnungsbetrag in bar oder Sachform auskehren oder im Wege der Aufrechnung verrechnen.

Der Gesamtabrechnungsbetrag ist ein Betrag, der durch den Geschäftsführerrat auf Grundlage eines entsprechenden Zwischenabschlusses und in Übereinstimmung mit den Bestimmungen von Artikel 23 dieser Satzung bestimmt wird. Der Gesamtabrechnungsbetrag für jede zurückzunehmende Anteilklasse entspricht grundsätzlich dem Verfügbaren Betrag zum Zeitpunkt der Rücknahme. Der Gesamtabrechnungsbetrag darf niemals höher als der Verfügbare Betrag oder die Verfügbare Liquidität sein. Nach der Rücknahme werden die zurückgenommenen Anteile annulliert, der Rücknahmepreis pro Anteil fällig und der entsprechende Betrag durch die Gesellschaft an die Anteilinhaber ausbezahlt.

Jeder Ausgabeaufschlag der zusätzlich zum Nominalwert eines Anteils gezahlt wird, wird einer Reserve zugeordnet, die keiner bestimmten Anteilklasse oder bestimmten Anteilinhabern zugeordnet wird. Solche Reserven stehen der Gesellschaft frei zur Verfügung.

Art. 8. Die Gesellschaft erkennt nur einen einzigen Eigentümer pro Anteil an. Miteigentümer eines einzelnen Anteils müssen eine Person ernennen, die sie gegenüber der Gesellschaft vertritt.

Anteile der Gesellschaft werden ausschließlich als Namensanteile ausgegeben.

Jeder Anteil gewährt jeweils eine Stimme bei ordentlichen und außerordentlichen Gesellschafterversammlungen.

Art. 9. Die Anteile können zwischen den Gesellschaftern frei übertragen werden. Die Übertragung der Gesellschaftsanteile zu Lebzeiten an Dritte bedarf der Zustimmung in einer Gesellschafterversammlung der anderen Gesellschafter, die drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten.

Die Übertragung von Todes wegen an Dritte bedarf der Zustimmung der anderen Gesellschafter, die drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten. Keine Zustimmung ist erforderlich, wenn die Übertragung an Verwandte gerader Linie oder an den überlebenden Ehegatten erfolgt.

Weder Gläubiger noch Rechtsnachfolger oder Erben können aus jedwedem Grund Siegel auf den Vermögenswerten oder Unterlagen der Gesellschaft anbringen.

Art. 10. Die Gesellschaft erlischt nicht durch die Insolvenz oder die Zahlungsunfähigkeit eines ihrer Gesellschafter.

C. Geschäftsführung

Art. 11. Die Gesellschafterversammlung ernennt die Geschäftsführer und bestimmt die Dauer ihres Mandates sowie ihre Vergütung. Die Geschäftsführer können jederzeit ohne Angabe von Gründen aus ihren Funktionen entlassen werden.

Die Gesellschaft ist gegenüber Dritten wie folgt verpflichtet: (i) wenn die Gesellschaft durch einen Geschäftsführer verwaltet wird, durch die Unterschrift dieses alleinigen Geschäftsführers, (ii) wenn die Gesellschaft durch zwei oder mehr Geschäftsführer verwaltet wird, durch die gemeinsame Unterschrift mindestens eines Geschäftsführers, der mit einer A-Unterschriftsberechtigung ausgestattet ist und mindestens eines weiteren Geschäftsführers, der mit einer B-Unterschriftsberechtigung ausgestattet ist.

Besondere Vollmachten können durch die Geschäftsführung privatschriftlich oder aufgrund notariell beglaubigter Urkunde erteilt werden.

Art. 12. Die Geschäftsführung bestimmt einen Vorsitzenden und gegebenenfalls auch einen stellvertretenden Vorsitzenden. Er kann auch einen Sekretär bestellen, der nicht Mitglied der Geschäftsführung sein muss. Der Sekretär ist für das Führen der Protokolle der Geschäftsführungssitzungen verantwortlich.

Dritten gegenüber ist die Geschäftsführung unbeschränkt bevollmächtigt, jederzeit im Namen der Gesellschaft zu handeln und Geschäfte und Handlungen zu genehmigen, die mit dem Gesellschaftszweck in Einklang stehen.

Die Geschäftsführung wird durch den Vorsitzenden oder durch mindestens zwei andere Geschäftsführer einberufen. Die Versammlungen finden am Gesellschaftssitz oder an einem anderen in den Einberufungsschreiben angegebenen Ort in Luxemburg statt.

Der Vorsitzende hat den Vorsitz in jeder Geschäftsführungssitzung. In seiner Abwesenheit kann die Geschäftsführung mit der Mehrheit der Anwesenden ein anderes Geschäftsführungsmitglied zum vorläufigen Vorsitzenden ernennen.

Jeder Geschäftsführer erhält mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor Sitzungsdatum ein Einberufungsschreiben. Dies gilt nicht für den Fall einer Dringlichkeit, in dem die Natur und die Gründe dieser Dringlichkeit im Einberufungsschreiben angegeben werden müssen. Anhand schriftlicher, durch Telefax, Email oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel gegebener Einwilligung eines jeden Geschäftsführers kann auf die Einberufungsschreiben verzichtet werden. Ein spezielles Einberufungsschreiben ist nicht erforderlich für Sitzungen der Geschäftsführung, die zu einer Zeit und an einem Ort abgehalten werden, die von einem vorherigen Beschluss der Geschäftsführung festgesetzt wurden.

Jeder Geschäftsführer kann sich in der Sitzung der Geschäftsführung aufgrund einer schriftlich, durch Telefax, Email oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel, erteilten Vollmacht durch ein anderes Mitglied der Geschäftsführung vertreten lassen. Ein Geschäftsführer kann mehrere andere Geschäftsführer vertreten.

Jeder Geschäftsführer kann durch eine telefonische oder visuelle Konferenzschaltung oder durch ein anderes Kommunikationsmittel an einer Sitzung teilnehmen, unter der Bedingung, dass jeder Teilnehmer der Sitzung alle anderen verstehen kann. Die Teilnahme an einer Sitzung auf diese Weise entspricht einer persönlichen Teilnahme an der Sitzung.

Die Geschäftsführung ist nur beschlussfähig, wenn mindestens die einfache Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist.

Vorbehaltlich der nachfolgenden Darlegungen in Artikel 20., werden Beschlüsse der Geschäftsführung mit der einfachen Mehrheit der Stimmen seiner auf der jeweiligen Sitzung anwesenden oder vertretenen Mitglieder gefasst.

Einstimmige Beschlüsse der Geschäftsführung können auch durch Rundschreiben mittels einer oder mehrere schriftlicher, durch Telefax, Email oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel belegter Unterlagen gefasst werden, unter der Bedingung, dass solche Beschlüsse schriftlich bestätigt werden. Die Gesamtheit der Unterlagen bildet das als Beweis der Beschlussfassung geltende Protokoll, welches von jedem Geschäftsführer unterzeichnet werden muss. Ein derartiger Beschluss wird zu dem Zeitpunkt, zu dem der letzte Geschäftsführer ihn unterzeichnet, wirksam.

Art. 13. Die Protokolle aller Geschäftsführungssitzungen werden vom Vorsitzenden oder, in seiner Abwesenheit, vom stellvertretenden Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle, die vor Gericht oder anderweitig vorgelegt werden sollen, werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet.

Art. 14. Durch den Tod oder den Rücktritt eines Geschäftsführers, aus welchem Grund auch immer, wird die Gesellschaft nicht aufgelöst.

Art. 15. Es besteht keine persönliche Haftung der Geschäftsführer für Verbindlichkeiten, die sie vorschriftsmäßig im Namen der Gesellschaft eingehen. Als Bevollmächtigte sind sie lediglich für die Ausübung ihres Mandates verantwortlich.

Art. 16. Auf der Grundlage einer von ihnen erstellten Zwischenbilanz, ausweislich derer ausreichende Gelder zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, können die Geschäftsführer entscheiden, Zwischengewinne auszuschütten, vorausgesetzt, dass der Ausschüttungsbetrag nicht höher ist als der seit dem Ende des letzten Geschäftsjahres erzielte Gewinn zuzüglich Gewinnvorträge und ausschüttbarer Rücklagen, aber abzüglich Verlustvorträge und Gelder, die aufgrund gesetzlicher Bestimmungen oder dieser Satzung als Reserven eingebracht werden.

D. Entscheidungen des alleinigen Gesellschafters - Gesellschafter - Versammlungen

Art. 17. Jeder Gesellschafter kann an den Gesellschafterversammlungen der Gesellschaft teilnehmen, unabhängig von der Anzahl der in seinem Eigentum stehenden Anteile. Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Gesellschaftsanteile besitzt oder vertritt.

Ein Gesellschafter kann sich bei jeder Gesellschafterversammlung vertreten lassen, indem er schriftlich einen Vertreter benennt, entweder per Original, Fax oder E-Mail, die mit einer elektronischen Unterschrift versehen ist (die nach luxemburgischem Recht gültig ist). Der Vertreter muss kein Gesellschafter sein.

Wenn alle Gesellschafter bei der Gesellschafterversammlung anwesend oder vertreten sind und befinden, dass sie alle ordnungsgemäß einberufen und über die Tagesordnung informiert sind, ist eine Einberufung entbehrlich.

Art. 18. Die Gesellschafter können die Änderung der Nationalität der Gesellschaft nur einstimmig beschließen.

Jede Abänderung der Satzung erfordert die Zustimmung der einfachen Mehrheit der Gesellschafter, die wenigstens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten.

Vorbehaltlich der nachfolgenden Darlegungen im nachfolgenden Artikel 20., sind alle anderen Beschlüsse der Gesellschafter nur rechtswirksam, wenn sie von Gesellschaftern angenommen werden, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten.

Art. 19. Sollte die Gesellschaft einen alleinigen Gesellschafter haben, so übt dieser die Befugnisse aus, die der Gesellschafterversammlung gemäß Sektion XII des Gesetzes von 1915 zustehen.

E. Spezielle Befugnisse der Geschäftsführung oder der Gesellschafterversammlung

Art. 20. Folgende Beschlüsse müssen entweder einstimmig von allen Geschäftsführern angenommen werden oder bedürfen der Zustimmung der Mehrheit der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten:

- Aufnahme und Gewährung von Darlehen;
- Ausgabe von Wertpapieren und Schuldtiteln;
- Gewährung von Sicherheiten;
- Rechtsgeschäfte mit Gesellschaftern oder mit den Gesellschaftern nahestehenden Personen, welche Teil der Geschäftsführung oder Teil der Gesellschafter sind;
- Verfügung über wesentliche Vermögenswerte der Gesellschaft, insbesondere die Übertragung von Beteiligungen oder Verträgen, oder Übertragung von Beteiligungen („Share Deal“) oder Unternehmensteilen („Asset Deal“);
- Liquiditätsbündelung („cash pooling“);
- Transaktionen welche einen Wert von zwanzigtausend Euro (EUR 20.000) überschreiten;
- Beraterverträge aller Art
- Lohn, Gehalts- und Inzentivierungsverträge mit Mitarbeitern, Geschäftsführung oder Dritten Parteien
- alle Geschäfte welche die Beteiligungen der Gesellschaft betreffen (inklusive die Gründung von Tochtergesellschaften, Anpassungen des Gesellschaftskapitals, Liquidation, Abspaltung, Verschmelzung, Joint Ventures oder die Ausübung von den Stimmrechten, usw.).

F. Geschäftsjahr - Jahresabschlüsse - Gewinnausschüttungen

Art. 21. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 22. Am einunddreißigsten Dezember jeden Jahres wird ein Jahresabschluss aufgestellt und der oder die Geschäftsführer stellen eine Bilanz auf, in der sämtliche Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der Gesellschaft aufgeführt sind. Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz Einsicht in den Jahresabschluss und die Bilanz nehmen.

Art. 23. Fünf Prozent (5%) des in dem Geschäftsjahr erzielten Nettogewinnes der Gesellschaft werden jeweils der gesetzlichen Rücklage (réservation légale) zugeführt, bis diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals erreicht hat.

Die Gesellschafterversammlung bestimmt über die Verwendung des restlichen Nettogewinns Sofern Ausschüttungen beschlossen werden, erhalten:

- die Inhaber der A Anteile erhalten eine jährliche Dividende in Höhe von 0,10% des Nennwerts der A Anteile

- die Inhaber der B Anteile erhalten eine jährliche Dividende in Höhe von 0,15% des Nennwerts der B Anteile
- die Inhaber der C Anteile erhalten eine jährliche Dividende in Höhe von 0,20% des Nennwerts der C Anteile
- die Inhaber der D Anteile erhalten eine jährliche Dividende in Höhe von 0,25% des Nennwerts der D Anteile
- die Inhaber der E Anteile erhalten eine jährliche Dividende in Höhe von 0,30% des Nennwerts der E Anteile
- die Inhaber der F Anteile erhalten eine jährliche Dividende in Höhe von 0,35% des Nennwerts der F Anteile
- die Inhaber der G Anteile erhalten eine jährliche Dividende in Höhe von 0,40% des Nennwerts der G Anteile
- die Inhaber der H Anteile erhalten eine jährliche Dividende in Höhe von 0,45% des Nennwerts der H Anteile
- die Inhaber der I Anteile erhalten eine jährliche Dividende in Höhe von 0,50% des Nennwerts der I Anteile
- Die Inhaber der J Anteile erhalten eine jährliche Dividende in Höhe von 0,55% des Nennwerts der J Anteile
- Die Inhaber der Z Anteile erhalten eine jährliche Dividende in Höhe von 0,60% des Nennwerts der Z Anteile

Jeder Überschuss wird den Inhabern der A bis J Anteile gemäß einem Beschluss des alleinigen Gesellschafters/der Gesellschafterversammlung zugeteilt. Sofern in einem oder mehreren Jahren keine Ausschüttungen beschlossen oder ausgezahlt wurden, werden sich die entsprechenden Ansprüche der Anteilinhaber kumulieren.

Ausschüttungen oder Rücknahmen von Anteilen im Wege des in Artikel 7 dieser Satzung beschriebenen Verfahren können nur durchgeführt werden, sofern und soweit die Gesellschaft über ausschüttungsfähige Beträge im Sinne des Gesetzes von 1915 verfügt und dies generell im Rahmen der anwendbaren Bestimmungen dieses Gesetzes zulässig ist.

Die Gesellschafterversammlung kann des Weiteren entscheiden von Zeit zu Zeit Dividenden auszuschütten.

Die Geschäftsführung kann Zwischendividenden in Übereinstimmung mit den Vorschriften des Gesetzes von 1915 beschließen und ausschütten.

Jede Ausschüttung, die nicht innerhalb von fünf (5) Jahren nach ihrer Festsetzung eingefordert wurde, verfällt und geht an die Gesellschaft zurück.

G. Gesellschaftsauflösung - Liquidation

Art. 24. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren von der Gesellschafterversammlung ernannten Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt. Die Gesellschafterversammlung legt Befugnisse und Vergütungen der Liquidatoren fest. Die Liquidatoren haben alle Befugnisse zur Verwertung der Vermögensgüter und Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

Der nach Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft bestehende Überschuss wird unter den Gesellschaftern im Verhältnis zu dem ihnen zustehenden Kapitalanteil aufgeteilt.

Art. 25. Für alle nicht in dieser Satzung geregelten Punkte gelten die Bestimmungen des Gesetzes von 1915.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2015.

Zeichnung und Einzahlung der Anteile

Alle siebenhundertfünfundzwanzig (725) Anteile mit einem Nennwert von je einhundert Euro (100 EUR) pro Anteil wurden von der vorgenannten Gain Capital SA, SICAV-FIS gezeichnet.

Die Gesellschafterin hat ihre Anteile voll und in bar eingezahlt, so dass die Gesellschaft über das Kapital von zweiundsiebzigtausendfünfhundert Euro (72.500 EUR) verfügen kann, was dem Notar nachgewiesen wurde, was dieser anerkennt.

Kosten

Die Kosten und Gebühren dieser Urkunde, welche auf insgesamt eintausendvierhundert Euro (1.400 EUR) veranschlagt sind, sind zu Lasten der Gesellschaft.

Beschlussfassung durch den alleinigen Gesellschafter

Anschließend hat die Erschienene folgende Beschlüsse gefasst:

- 1.- Der Gesellschaftssitz befindet sich in 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.
- 2.- Die Anzahl der Geschäftsführer beträgt drei (3);
- 3.- Zu den Geschäftsführern für eine unbestimmte Dauer werden ernannt:
 - Herr Claude Crauser, Angestellter, beruflich ansässig in 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxemburg, geboren am 22. April 1981 in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg) ausgestattet mit einer A-Unterschriftsberechtigung;
 - Herr Cornelius Bechtel, Executive Director, beruflich ansässig in 5, avenue Gaston Diderich L-1420 Luxemburg, geboren in Emmerich (Deutschland) am 11. März 1968, ausgestattet mit einer A-Unterschriftsberechtigung;
 - Frau Mag. Andrea Hofer, Managing Director, beruflich ansässig in Schwarzenbergplatz 5, A-1030 Wien, Österreich, geboren am 22. September 1968 in Wien (Österreich), ausgestattet mit einer BUnterschriftsberechtigung.

Worüber die vorliegende notarielle Urkunde, zum eingangs genannten, Datum in Rambruch erstellt wird.

Nachdem das Dokument der anwesenden Person, die dem Notar mit Nachnamen, Vornamen, Zivilstand und Wohnort bekannt ist vorgelesen wurde, hat die besagte erschienene Person vorliegende Urkunde zusammen mit dem unterzeichneten Notar unterschrieben.

Gezeichnet: Ramier, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 17 juillet 2014. Relation: RED/2014/1564. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Releveur (signé): Kirsch.

AUSFERTIGUNG GEMÄSS GLEICHLAUTENDER URKUNDE, Ausgestellt auf Stempelfreiem Papier zwecks Eintragung beim Gesellschaftsregister und Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, den 17. Juli 2014.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2014110465/307.

(140132196) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Saxony Holdings, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 50.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 111.444.

In the year two thousand and fourteen, on the fifteenth day of July.

Before us Me Martine Schaeffer, notary, residing in Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting of Saxony Holdings, a société à responsabilité having its registered office at L-2449 Luxembourg, 8, Boulevard Royal, incorporated by deed of Me Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, on 25 October 2005, published in Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, number 1252, on 22 November 2005 (the "Company"). The articles of association of the Company have been amended for the last time by deed of the notary Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, on 21 December 2005, published in Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, number 682, on 4 April 2006.

The meeting was presided by Mr Sylvain KIRSCH, private employee, professionally residing in Luxembourg.

The chairman appointed as secretary Mrs Marilyn KRECKÉ, private employee, professionally residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mrs Corinne PETIT, private employee, professionally residing in Luxembourg.

The chairman declared and requested the notary to state that:

I) It appears from an attendance list established and certified by the members of the bureau that all the shareholders of the Company are duly represented at this meeting.

II) The shareholders confirm through their proxyholder having knowledge of the agenda of the meeting and the proxyholder waives, in the name and for the account of the shareholders, the convening formalities. Considering the above, the shareholders may validly vote, through their proxyholder, with respect to their shares on all the items of the agenda below.

The attendance list, signed by the proxyholder of the shareholders represented and the members of the bureau, shall remain attached together with the proxies to the present deed and shall be filed at the same time with the registration authorities.

The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Change of the financial year of the Company.
2. Restatement of the articles of association of the Company.

The meeting took the following resolutions:

First resolution

The general meeting decides to change the fiscal year, so that the fiscal year shall run every year from the 1st day of October until the 30th day of September and for the actual fiscal year 2014 from the first day of February until the 30th day of September 2014.

It is hereby resolved to amend article 20 of the articles of association of the Company to read as follows:

"The Company's year commences on October 1st of each year and ends on September 30th of the following year."

It is hereby further resolved to amend article 21 of the articles of association of the Company to read as follows:

"Each year on September 30th, the accounts are closed and the manager(s) prepare(s) an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office."

Second resolution

The shareholder resolve to restate the articles of association of the Company in order to reflect the above and to further include a German translation of the Company's articles of association accordingly, replacing the French translation. Henceforth, the articles of association of the Company shall read as follows:

“A. Purpose - Duration - Name - Registered office

Art. 1. There is hereby established by the current owner of the shares created hereafter and among all those who may become partners in future, a private limited company (société à responsabilité limitée) (hereinafter the «Company») which shall be governed by the law of August 10, 1915 concerning commercial companies, as amended, as well as by the present articles of incorporation.

Art. 2. The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

An additional purpose of the Company is the acquisition and sale of real estate properties either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad as well as all operations relating to real estate properties, including the direct or indirect holding of participation in Luxembourg or foreign companies, the principal object of which is the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties.

The Company may further guarantee, grant security in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may carry out any commercial, industrial, financial or intellectual property activities which it may deem useful in accomplishment of these purposes.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited period.

Art. 4. The Company will assume the name of Saxony Holdings.

Art. 5. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. The registered office may be transferred within the same municipality by decision of the manager or, in case of several managers, by the board of managers.

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the manager or, in case of several managers, by the board of managers.

In the event that the manager or the board of managers determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent, that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

B. Share Capital - Shares

Art. 6. The Company's share capital is set at fifty thousand euro (EUR 50,000.-) represented by two thousand (2,000) shares with a par value of twenty-five euro (EUR 25.-) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

Art. 7. The share capital may be modified at any time by approval of a majority of partners representing three quarters of the share capital at least.

Art. 8. The Company will recognize only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

Art. 9. The Company's shares are freely transferable among partners. Any inter vivos transfer to a new partner is subject to the approval of such transfer given by the other partners, at a majority of three quarters of the share capital.

In the event of death, the shares of the deceased partner may only be transferred to new partners subject to the approval of such transfer given by the other partners in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

Art. 10. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the partners will not cause the dissolution of the Company.

C. Management

Art. 11. The Company is managed by one or several managers, who need not be partners.

In dealing with third parties, the manager, or in case of several managers, the board of managers has extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorise all acts and operations consistent with the Company's purpose. The manager(s) is (are) appointed by the sole partner, or as the case may be, the partners, who fix (es) the term of its/ their office. He (they) may be dismissed freely at any time by the sole partner, or as the case may be, the partners.

The Company will be bound in all circumstances by the signature of the sole manager or, if there is more than one, by individual signature of any manager.

Art. 12. In case of several managers, the Company is managed by a board of managers which shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two managers, at the place indicated in the notice of meeting. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside all meetings of the board of managers, but in his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers at least twenty-four (24) hours in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be waived by consent in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, e-mail or any other similar means of communication. A separate notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

No notice shall be required in case all the members of the board of managers are present or represented at a meeting of such board of managers or in the case of resolutions in writing approved and signed by all the members of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile, e-mail or any other similar means of communication another manager as his proxy. A manager may represent more than one of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, e-mail or any other similar means of communication. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

Art. 13. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two managers. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or by two managers or by any person duly appointed to that effect by the board of managers.

Art. 14. The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 15. The manager(s) do(es) not assume, by reason of its/their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorised agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

Art. 16. The manager or the board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the manager or the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these articles of incorporation.

D. Decisions of the sole partner - Collective decisions of the Partners

Art. 17. Each partner may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns. Each partner is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

Art. 18. Save a higher majority as provided herein, collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

The partners may not change the nationality of the Company otherwise than by unanimous consent. Any other amendment of the articles of incorporation requires the approval of a majority of partners representing three quarters of the share capital at least.

Art. 19. In the case of a sole partner, such partner exercises the powers granted to the general meeting of partners under the provisions of section XII of the law of August 10, 1915 concerning commercial companies, as amended.

E. Financial Year - Annual Accounts - Distribution of Profits

Art. 20. The Company's year commences on October 1st of each year and ends on September 30th of the following year.

Art. 21. Each year on September 30th, the accounts are closed and the manager(s) prepare(s) an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 22. Five per cent (5%) of the net profit is set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital. The balance may be freely used by the partners.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 23. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, who need not be partners, and which are appointed by the general meeting of partners which will determine their powers and fees. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the partners in proportion to the shares of the Company held by them.

Art. 24. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of August 10, 1915 concerning commercial companies, as amended."

There being no further business, the meeting was closed.

Costs

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed at one thousand seven hundred Euro (EUR 1.700,-).

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the members of the bureau, this deed is worded in English followed by a German translation. On request of the members of the bureau and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

Whereof this deed was drawn up in Luxembourg on the date set at the beginning of this deed.

This deed having been read to the members of the bureau, all known to the notary by first and surname, civil status and residence, they signed together with the notary the present deed.

Follows the German Version

Im Jahre zweitausendundvierzehn, den fünfzehnten Juli.

Vor der unterzeichneten Notarin Martine SCHAEFFER, mit dem Amtswohnsitz in Luxemburg, sind die Gesellschafter der Gesellschaft mit beschränkter Haftung Saxony Holdings, mit Sitz in 8, Boulevard Royal, L-2449, Luxemburg, zu einer außerordentlichen Generalversammlung zusammengetreten.

Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung Saxony Holdings wurde gegründet gemäß notarieller Urkunde des Notars Jean-Joseph WAGNER, mit Amtssitz in Sanem, vom 25. Oktober 2005, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 1252 vom 22. November 2005 (die „Gesellschaft“). Die Satzung wurde zuletzt abgeändert gemäß notarieller Urkunde des Notars Jean-Joseph WAGNER, mit Amtssitz in Sanem, vom 21. Dezember 2005, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 682, vom 4. April 2006.

Die Versammlung wird unter dem Vorsitz von Herrn Sylvain KIRSCH, Angestellter, Privatbeamtin, mit Geschäftsanschrift in Luxemburg, eröffnet.

Der Vorsitzende beruft zum Schriftführer Frau Marilyn KRECKÉ, Privatbeamtin, mit Geschäftsanschrift in Luxemburg.

Die Versammlung wählt zum Stimmzähler Frau Corinne PETIT, Privatbeamtin, mit Geschäftsanschrift in Luxemburg.

Der Vorsitzende erklärt und ersucht die Notarin zu diesem Zustand:

I) Es folgt aus der Anwesenheitsliste, vorbereitet bei und von den Mitgliedern des Präsidiums zertifiziert, dass alle Gesellschafter der Gesellschaft ordnungsgemäß in dieser Versammlung vertreten sind.

II) Die Gesellschafter bestätigen durch ihren Bevollmächtigten, dass sie die Kenntnis der Tagesordnung der Sitzung haben und der Bevollmächtigte verzichtet, im Namen und für Rechnung Gesellschafter, auf die Einberufungsformalitäten. In Anbetracht der obigen dürfen die Gesellschafter, durch ihren Bevollmächtigten, alle Beschlüsse fassen, die in Bezug auf ihre Anteile an allen Punkten der Tagesordnung erwähnt sind.

Die Anwesenheitsliste, die von dem Bevollmächtigten der Gesellschafter und der Mitgliedern des Präsidiums unterzeichneten wurde, ist zusammen mit den Vollmachten bezüglich der gegenwärtigen Urkunde vorgelegt, und wird zur gleichen Zeit den zuständigen Behörden eingereicht.

Die Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

Tagesordnung

1. Änderung des Geschäftsjahres der Gesellschaft.
2. Neuformulierung der Satzung der Gesellschaft.

Die Versammlung hat die folgenden Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt eine Änderung der Geschäftsjahres, sodass dieses jedes Jahr vom ersten Oktober bis zum dreißigsten September laufen soll,

und für das aktuelle Geschäftsjahr 2014 vom ersten Februar bis zum dreißigsten September 2014.

Es wird hiermit beschlossen, Artikel 20 der Satzung der Gesellschaft abzuändern, so dass dieser wie folgt lautet:

„Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Oktober und endet am dreißigsten September des Folgejahres.“

Es wird hiermit weiter beschlossen, den Artikel 21 der Satzung der Gesellschaft abzuändern, so dass dieser wie folgt lautet:

„Jedes Jahr am 30. September wird ein Jahresabschluss erstellt und der Geschäftsführer oder die Geschäftsführer bereiten ein Inventar der Aktiva und Verpflichtungen der Gesellschaft vor. Jeder Gesellschafter kann Einsicht in den genannten Jahresabschluss am Sitz der Gesellschaft verlangen.“

Zweiter Beschluss

Die Gesellschafter beschließen, die Satzung der Gesellschaft neu zu formulieren, um dem Vorstehenden Rechnung zu tragen und die deutsche Übersetzung der Satzung der Gesellschaft entsprechend einzuführen. Die Satzung der Gesellschaft wird künftig wie folgt lauten:

„„A. Zweck - Dauer - Name - Sitz

Art. 1. Es wird hiermit durch den derzeitigen Inhaber der im Folgenden zu gründenden Anteile sowie für alle zukünftigen Gesellschafter eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet (société à responsabilité limitée) (im Folgenden die „Gesellschaft“), welche dem Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, wie abgeändert, sowie dieser Satzung, unterliegt.

Art. 2. Der Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen, in welcher Form auch immer, in anderen Luxemburger oder ausländischen Gesellschaften, und jede andere Form von Investitionen, der Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Art und Weise als auch die Übertragung durch Verkauf, Tausch oder sonstigen von Wertpapieren jeglicher Art sowie die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung dieser Beteiligungen.

Zusätzlich ist der Zweck der Gesellschaft der Erwerb und Verkauf von Immobilienvermögen, entweder im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland, sowie alle Aktivitäten, welche im Zusammenhang mit Immobilieninvestitionen stehen, inklusive das direkte oder indirekte Halten von Beteiligungen an Luxemburger oder ausländischen Gesellschaften, deren vorrangiger Zweck der Ankauf, die Entwicklung, Förderung, Veräußerung Verwaltung und/oder Leasing von Immobilienvermögen ist.

Die Gesellschaft kann außerdem Garantien und Sicherheiten an Dritte ausstellen, um die Verpflichtung und die Verpflichtungen von direkt oder indirekt verbundenen Unternehmen der Gesellschaft oder Gesellschaften desselben Konzerns zu besichern, Darlehen ausgeben oder anderweitig die direkt oder indirekt verbundenen Unternehmen der Gesellschaft oder Gesellschaften desselben Konzerns unterstützen.

Die Gesellschaft kann außerdem jegliche kommerzielle, industrielle, finanzielle sowie im geistigen Eigentum angesiedelte Tätigkeit ausüben, welche sie als für das Erreichen des oben beschriebenen Unternehmenszwecks förderlich hält.

Art. 3. Die Gesellschaft ist auf unbeschränkte Dauer gegründet.

Art. 4. Die Gesellschaft wird die Bezeichnung Saxony Holdings tragen.

Art. 5. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Der Sitz kann innerhalb derselben Gemeinde durch Beschluss des Geschäftsführers und im Falle von mehreren Geschäftsführern durch Beschluss des Verwaltungsrates verlegt werden.

Filialen oder Dienststellen der Gesellschaft dürfen entweder in Luxemburg oder im Ausland, jeweils durch Beschluss des Geschäftsführers und im Falle von mehreren Geschäftsführern durch Beschluss des Verwaltungsrates, gegründet werden.

Für den Fall dass der Geschäftsführer oder der Verwaltungsrat befindet, dass außerordentliche politische, wirtschaftlichen oder soziale Entwicklungen vorliegen oder bevorstehen, welche Einfluss auf die normalen Tätigkeiten der Gesellschaften an deren Sitz haben oder welche die Kommunikation zwischen diesem Sitz und ausländischen Personen

stört, so kann der Sitz zeitlich befristet in das Ausland verlegt werden, bis die anormalen Umstände vollkommen beseitigt sind; solche zeitlich befristeten Maßnahmen sollen die Nationalität der Gesellschaft nicht beeinflussen, welche unabhängig von einem zeitlich befristet Verlegen des Sitzes ins Ausland weiterhin eine Luxemburgische Gesellschaft bleibt.

B. Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 6. Das Gesellschaftskapital beträgt FÜNFZIG TAUSEND EURO (EUR 50.000,-) und ist eingeteilt in ZWEI TAUSEND (2.000) Anteile mit einem Nominalwert von je FÜNFUNDZWANZIG EURO (EUR 25.-).

Jeder Anteil berechtigt zur Abgabe einer Stimme bei den ordentlichen und außerordentlichen Gesellschafterversammlungen.

Art. 7. Das Gesellschaftskapital kann jederzeit durch Gesellschafterbeschluss, welcher mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertritt, geändert werden.

Art. 8. Die Gesellschaft erkennt nur einen Inhaber je Anteil an. Anteile, welche von mehreren Inhabern gehalten werden, berufen einen einzelnen Vertreter, welcher sie gegenüber der Gesellschaft vertritt.

Art. 9. Gesellschaftsanteile können frei zwischen den Gesellschaftern übertragen werden. Die Übertragung von Anteilen inter vivos an Nichtgesellschafter kann nur nach vorheriger Zustimmung von Gesellschaftern, welche mindestens drei Viertel (3/4) des Kapitals vertreten, erfolgen.

Die Übertragung von Anteilen mortis causa an Nichtgesellschafter unterliegt der Zustimmung der Gesellschafter, welche mindestens drei Viertel (3/4) des Kapitals vertreten. Eine solche Zustimmung ist jedoch nicht erforderlich, wenn die Anteile an die Eltern, die Nachkommen, oder den Hinterbliebenen Partner erfolgt.

Art. 10. Das Fortbestehen der Gesellschaften wird durch Tod, Entzug der Bürgerrechte, Insolvenz oder Zahlungsunfähigkeit eines Gesellschafters nicht beeinträchtigt.

C. Verwaltung - Geschäftsführung

Art. 11. Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführern, welche Gesellschafter sein müssen, verwaltet.

Im Umgang mit Dritten hat der Geschäftsführer, oder im Fall von mehreren Geschäftsführern der Verwaltungsrat, umfassende Rechte um im Namen der Gesellschaft und unter allen Umständen für diese zu handeln sowie Handlungen und Tätigkeiten durchzuführen, welche im Einklang mit dem Zweck der Gesellschaft stehen. Der Geschäftsführer oder Verwaltungsrat wird durch den alleinigen Gesellschafter oder, je nach Fall, von den Gesellschaftern, bestellt, welche(r) die Dauer des Mandats festlegen. Er/sie kann/können jederzeit durch den alleinigen Gesellschafter oder, je nach Fall, durch die Gesellschafter, abberufen werden.

Die Gesellschaft ist unter allen Umständen durch die alleinige Unterschrift des Geschäftsführers oder, im Falle von mehreren, durch die alleinige Unterschrift eines jeden Geschäftsführers gebunden.

Art. 12. Bei Vorliegen von mehreren Geschäftsführern wird die Gesellschaft durch einen Verwaltungsrat geleitet, welcher aus seiner Mitte einen Verwaltungsratsvorsitzenden bestellt und einen zweiten Verwaltungsratsvorsitzenden wählen kann. Der Verwaltungsrat kann auch einen Schriftführer wählen, welcher kein Geschäftsführer sein muss, und welcher für die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen verantwortlich ist.

Der Verwaltungsrat wird durch den Vorsitzenden oder durch zwei Geschäftsführer einberufen, welcher am in der Mitteilung angegebenen Ort zusammentrifft. Die Verwaltungsratssitzungen finden am Sitz der Gesellschaft statt, sofern nichts anderes in der Mitteilung bestimmt ist.

Der Verwaltungsratsvorsitzende sitzt den Verwaltungsratssitzungen vor. Bei dessen Abwesenheit kann der Verwaltungsrat durch Mehrheitsbeschluss der Anwesenden einen Vorsitzenden pro tempore ernennen.

Die schriftliche Mitteilung über die Einberufung einer Verwaltungsratssitzung muss den Geschäftsführern mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor der Sitzung zugestellt werden, außer für den Fall von Dringlichkeit, bei welchem die Natur der Angelegenheit und die Gründe für die Dringlichkeit in der Mitteilung anzugeben sind. Auf die Mitteilung kann schriftlich, per Telegramm, Telex oder Fax, EMail oder jegliche andere Form von Kommunikation verzichtet werden. Eine separate Mitteilung ist für eine in einer vorigen Verwaltungsratssitzung beschlossene Sitzung nicht erforderlich.

Für den Fall dass alle Mitglieder des Verwaltungsrates bei einer Sitzung anwesend oder vertreten sind, oder dass Umlaufbeschlüsse von allen Mitgliedern des Verwaltungsrates genehmigt und unterschrieben sind, ist keine Mitteilung erforderlich.

Jeder Geschäftsführer kann sich bei einer Sitzung schriftlich, per Telegramm, Telex oder Fax, E-Mail oder durch jegliche andere Form von Kommunikation von einem anderen Mitglied vertreten lassen. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehr als einen seiner Kollegen vertreten.

Jeder Geschäftsführer kann bei einer Verwaltungsratssitzung durch Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch jegliche andere Form von Kommunikation teilnehmen, die allen Personen erlaubt, die an der Sitzung teilnehmen, sich gegenseitig zu hören und voneinander gehört zu werden. Eine solche Teilnahme an einer Sitzung ist einer persönlichen Teilnahme an der Sitzung gleichgestellt.

Der Verwaltungsrat ist beschlussfähig, wenn zumindest die Mehrheit der Geschäftsführer bei der Verwaltungsratssitzung anwesend oder vertreten ist. Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der bei der Sitzung anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst.

Die Geschäftsführer können einstimmig Umlaufbeschlüsse verabschieden, wenn die Zustimmung schriftliche, per Telegramm, Telex oder Fax, E-Mail oder durch jegliche andere Form von Kommunikation gegeben wurde. Die Gesamtheit bildet das Protokoll, welches den gefassten Beschluss bezeugt.

Art. 13. Das Protokoll jeder Sitzung wird vom Vorsitzenden oder, bei dessen Abwesenheit, durch den zweiten Verwaltungsratsvorsitzenden oder gemeinsam durch zwei Mitglieder des Verwaltungsrates unterschrieben. Kopien oder Auszüge der Protokolle, die in Gerichtsverfahren oder auf andere Weise hergestellt werden, werden vom Vorsitzenden oder gemeinsam durch zwei Mitglieder des Verwaltungsrates unterzeichnet.

Art. 14. Der Tod oder der Rücktritt eines Geschäftsführer, unabhängig des Grundes dafür, führt nicht zur Auflösung der Gesellschaft.

Art. 15. Der oder die Geschäftsführer hat/haben keine persönliche Haftung, aufgrund seines/ihres Mandates, in Bezug auf eine Verpflichtung, die er/sie rechtsgültig im Namen der Gesellschaft festgelegt hat/haben. Sie sind nur bevollmächtigte Stellvertreter und sind deshalb vor allem für die ordnungsgemäße Ausführung ihres Mandats verantwortlich.

Art. 16. Der Geschäftsführer oder der Verwaltungsrat kann auf Basis einer vom Geschäftsführer oder vom Verwaltungsrat erstellten Bilanz die Ausschüttung von Zwischendividenden beschließen, sofern ausreichend ausschüttbare Geldmittel zur Verfügung stehen und unter der Voraussetzung dass die auszuschüttenden Beträge nicht die realisierten Gewinne seit dem letzten Steuerjahr, erhöht um den Gewinnvortrag und ausschüttbare Reserven, jedoch verringert um Verlustvorträge und Summen, welche per Gesetz oder durch die vorliegende Satzung einer Reserve zugeführt werden sollen.

D. Beschlüsse des alleinigen Gesellschafter - Gemeinsame Beschlüsse der Gesellschafter

Art. 17. Jeder Gesellschafter kann an der Gesellschafterversammlung teilnehmen, und dies unabhängig von der Anzahl seiner Gesellschaftsanteile. Jeder Gesellschafter verfügt über Stimmrechte im Verhältnis zu seinen Gesellschaftsanteilen.

Art. 18. Abgesehen von in der Satzung festgelegten strengeren Mehrheiten, besitzen Beschlüsse der Gesellschafterversammlung ihre Gültigkeit nur, wenn mindestens die Hälfte des Gesellschaftskapitals durch die Gesellschafter vertreten ist.

Beschlüsse, welche die Ansässigkeit der Gesellschaft ändern, müssen durch einstimmigen Gesellschafterbeschluss getroffen werden. Jegliche andere Änderung der Statuten bedarf einer Mehrheit der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel (3/4) des Gesellschaftskapitals vertreten.

Art. 19. Für den Fall eines alleinigen Gesellschafter kann dieser die der Gesellschafterversammlung gewährten Befugnisse im Sinne von Abschnitt XII des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, in abgeänderter Form, wahrnehmen.

E. Geschäftsjahr, Jahresabschluss, Gewinnverteilung

Art. 20. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Oktober und endet am dreißigsten September des Folgejahres.

Art. 21. Jedes Jahr am 30. September wird ein Jahresabschluss erstellt und der Geschäftsführer oder die Geschäftsführer bereiten ein Inventar der Aktiva und Verpflichtungen der Gesellschaft vor. Jeder Gesellschafter kann Einsicht in den genannten Jahresabschluss am Sitz der Gesellschaft verlangen.

Art. 22. Jedes Jahr werden fünf Prozent (5%) des Nettogewinns dem gesetzlichen Reservefonds zugeführt, bis dieser Reservefonds zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals umfasst. Der verbleibende Betrag kann frei an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

F. Auflösung - Liquidation

Art. 23. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren Liquidator(en) ausgeführt, welche(r) kein(e) Gesellschafter sein muss/müssen und der/die von den Gesellschaftern ernannt wird/werden, die wiederum seine Befugnisse und seine Vergütung festlegen. Sofern nicht anderweitig festgelegt, sollen die Liquidatoren die am weitest gehenden Rechte besitzen, um die Aktiva zu veräußern und die Bezahlung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft sicherzustellen.

Der durch die Veräußerung der Aktiva und nach Bezahlung der Verbindlichkeiten erzielte Überschuss wird anteilig an die Gesellschafter ausgeschüttet.

Art. 24. Alles was nicht durch die gegenwärtige Satzung festgelegt ist, unterliegt den gesetzlichen Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, in abgeänderter Form.“

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, wird die Versammlung aufgehoben.

Ausgaben

Die Kosten, Ausgaben, Entschädigungen oder ähnliche Gebühren in jeglicher Form, welche von der Gesellschaft als Ergebnis der vorliegenden Urkunde zu tragen sind, werden auf ungefähr eintausendsiebenhundert Euro (EUR 1.700,-) geschätzt.

Die unterzeichnende Notarin, welche die englische Sprache spricht und versteht, bestätigt hiermit, dass auf Anweisung der Mitgliedern des Präsidiums die vorliegende Satzung in englischer Sprache gefolgt von einer deutschen Übersetzung verfasst ist, und dass auf Hinweis denselben Mitgliedern des Präsidiums im Falle von inhaltlichen Unterschieden zwischen den sprachlichen Versionen, die englische Version entscheidend sein soll.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxembourg, Datum wie am Anfang dieser Urkunde erwähnt.

Nachdem diese Urkunde den Mitgliedern des Präsidiums, welche der unterzeichneten Notarin durch Name, Nachname, Familienstand und Anschrift bekannt sind, vorgelesen wurde, haben sie zusammen mit der Notarin diese Urkunde unterzeichnet.

Signé: S. Kirsch, M. Krecké, C. Petit et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 17 juillet 2014. Relation: LAC/2014/33630. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Référence de publication: 2014108896/387.

(140129496) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

BEL Financial Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 36.000,00.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 99, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 154.612.

In the year two thousand and fourteen, on the third day of June,

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg,

Was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of BEL Financial Services S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) existing and organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 99, Grand-Rue, L-1661 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 154612, and having a share capital amounting to thirty-six thousand United States Dollar (USD 36,000) (the Company).

The Company was incorporated pursuant to a deed of Maître Grethen, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on July 22, 2010, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the Mémorial) n° 1872 on September 11, 2010. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended for the last time pursuant to a notarial deed enacted by Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, on December 14, 2011, published in the Mémorial n° 510 on February 27, 2012.

THERE APPEARED:

Baytex Energy Ltd., a limited company amalgamated under the laws of Canada, having its registered office at 2400, 525 - 8th Avenue S.W., Alberta, T2P 1G1, Canada, registered with the Corporate Register of the Province of Alberta, under number 2017913530 (the Sole Shareholder),

here represented by Régis Galiotto, notary's clerk, with professional address in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

Such power of attorney, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with it with the registration authorities.

The Sole Shareholder, represented as stated above, has requested the undersigned notary to record that:

I. The Sole Shareholder holds all the shares in the share capital of the Company;

II. That the agenda is worded as follows:

1. Change of the corporate object of the Company and subsequent amendment to article 3 of the Articles so that it shall henceforth read as follows:

“ **Art. 3.** The Company's object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire,

by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

The Company may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.”

2. Miscellaneous.

III. The Sole Shareholder, represented as stated above, has requested the undersigned notary to record that:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to change the corporate object of the Company and subsequently resolves to amend article 3 of the Articles which shall henceforth read as follows:

“ **Art. 3.** The Company’s object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

The Company may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.”

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at one thousand four hundred Euros (EUR 1,400.-).

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version, and, at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the latter signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L’an deux mille quatorze, le troisième jour de juin,

Pardevant Nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

S’est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l’Assemblée) de l’associé unique de BEL Financial Services S.à r.l., une société à responsabilité limitée, de droit luxembourgeois, dont le siège social est établi au 99, Grand-Rue, L-1661 Luxembourg,

Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 154612 et disposant d'un capital social de trente-six mille dollars américains (USD 36.000) (la Société).

La Société a été constituée suivant un acte de Maître Gérard Grethen, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le 22 juillet 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le Mémorial) n° 1872 le 11 septembre 2010. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte de Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, le 14 décembre 2011, publié au Mémorial n° 510 le 27 février 2012.

A COMPARU:

Baytex Energy Ltd., une société anonyme issue d'une fusion en vertu du droit canadien, dont le siège social est établi au 2400, 525 - 8th Avenue S.W., Alberta, T2P 1G1, Canada, immatriculée au registre des sociétés de la province d'Alberta, sous le numéro 2017913530 (l'Associé Unique).

ici représenté par Régis Galiotto, clerc de notaire, de résidence professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistré avec lui auprès des autorités de l'enregistrement.

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter que:

I. L'Associé Unique détient toutes les parts sociales dans le capital social de la Société;

II. Que l'ordre du jour est libellé comme suit:

1. Modification de l'objet social de la Société et modification subséquente de l'article 3 des Statuts de sorte qu'il aura désormais la teneur suivante:

“ **Art. 3.** L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de tous types de titres et instruments de dette ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris, sans s'y limiter, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées (comprenant société mère et société soeur), ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut exercer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

La Société peut employer toutes les techniques, moyens juridiques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.”

2. Divers

III. L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter que:

Première résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'objet social de la Société et décide subséquentement de modifier l'article 3 des Statuts de sorte qu'il aura désormais la teneur suivante:

“ **Art. 3.** L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de tous types de titres et instruments de dette ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris, sans s'y limiter, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées (comprenant société mère et société soeur), ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut

également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut exercer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

La Société peut employer toutes les techniques, moyens juridiques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social."

Estimation des frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toute forme que ce soit qui incombent à la Société du fait du présent acte s'élèvent approximativement à mille quatre cents Euros (EUR 1.400.-).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante ci-dessus, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française, et, à la requête de la même partie comparante, en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Après avoir lu le présent document au mandataire de la partie comparante, ce dernier a signé avec Nous, le notaire, le présent acte original.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 11 juin 2014. Relation: LAC/2014/26965. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 23 juillet 2014.

Référence de publication: 2014109174/173.

(140130793) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2014.

Volga Resources Investments, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 159.180.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-seventh day of June.

Before us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

Mr. Guennadi Timtchenko, with resident address 10, Rampe de Cologny, CH-1223 Geneva 10

here presented by Corinna Schibgilla, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given on 17th June 2014, in Moscow.

The said proxy, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of Volga Resources Investments (the "Company"), a public limited company ("société anonyme") with registered office at 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, incorporated by a deed of Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Grand-Duchy of Luxembourg, dated February 14, 2011 which has been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial"), number 456 dated March 10, 2011.

The agenda of the present meeting is the following:

Agenda

Amendment of the Articles of Incorporation (the "Articles") in order to comply with the Luxembourg law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers:

1. Amendment of Art. 4 of the Articles on the Company's purpose, which shall henceforth read as follows:

" **Art. 4.** The purpose of the Company is to invest the funds available to it in transferable securities as well as in other assets and financial instruments authorized under the provisions of the law of 13 February 2007 concerning specialised

investment funds. These investments are done with the aim of spreading investment risks and affording the shareholders the result of the management of the Company's assets.

Furthermore, the Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfillment and development of its purpose to the fullest extent permitted under the law of 13 February 2007 concerning specialised investment funds.

Pursuant to Article 1 (39) of the Luxembourg Law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the "Law of 12 July 2013"), an alternative investment fund shall be every collective investment undertaking, including investment compartments thereof, which:

- a) raises capital from a number of investors, with a view to investing it in accordance with a defined investment policy, for the benefit of those investors; and
- b) does not require authorisation pursuant to Article 5 of Directive 2009/65/EC.

In view of the fact that the Company is currently dedicated to only one investor, it does not qualify as an alternative investment fund according to Article 1 (39) and 4 of the Law of 12 July 2013. As a consequence, the Company is not required to appoint an alternative investment fund manager pursuant to the provisions of the Law of 12 July 2013."

2. Amendment of Art. 6, paragraph (b) of the Articles;
3. Amendment of Art. 7, paragraph (a) and (f) of the Articles;
4. Amendment of Art. 22, thirteenth paragraph of the Articles;
5. Amendment of Art. 27 of the Articles.

The Sole Shareholder, representing the entire share capital of the Company, takes the following resolutions:

First Resolution

The Sole Shareholder resolves to amend Art. 4 of the Articles on the Company's purpose, which shall henceforth read as follows:

Art. 4. The purpose of the Company is to invest the funds available to it in transferable securities as well as in other assets and financial instruments authorized under the provisions of the law of 13 February 2007 concerning specialised investment funds. These investments are done with the aim of spreading investment risks and affording the shareholders the result of the management of the Company's assets.

Furthermore, the Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfillment and development of its purpose to the fullest extent permitted under the law of 13 February 2007 concerning specialised investment funds.

Pursuant to Article 1 (39) of the Luxembourg Law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the "Law of 12 July 2013"), an alternative investment fund shall be every collective investment undertaking, including investment compartments thereof, which:

- c) raises capital from a number of investors, with a view to investing it in accordance with a defined investment policy, for the benefit of those investors; and
- d) does not require authorisation pursuant to Article 5 of Directive 2009/65/EC.

In view of the fact that the Company is currently dedicated to only one investor, it does not qualify as an alternative investment fund according to Article 1 (39) and 4 of the Law of 12 July 2013. As a consequence, the Company is not required to appoint an alternative investment fund manager pursuant to the provisions of the Law of 12 July 2013."

Second Resolution

The Shareholder resolves to amend Art. 6, paragraph (b) of the Articles, which shall henceforth read as follows:

Art. 6.

(b) The share capital of the Company shall be represented by the following two classes (the "Classes") of Shares of no par value:

- (i) "Ordinary Shares" which entitle the holders thereof to specific distributions rights as further described in the Memorandum. Ordinary Shares may only be subscribed by the Founding Shareholder and his Connected Persons; and
- (ii) "Preferred Shares" which entitle the holders thereof to specific distribution rights as further described in the Memorandum. Preferred Shares shall be subscribed by Shareholders other than the Founding Shareholder."

Third Resolution

The Shareholder resolves to amend Art. 7 of the Articles by adding a new paragraph (a) and amending paragraph (f) (formally paragraph (e)) as follows:

Art. 7.

(a) The Company is dedicated to one single investor. Consequently, the Company will not issue Shares to any other investor than such sole investor.

(f) Each Share grants the right to one vote at every meeting of Shareholders and at separate Class meetings of the holders of Shares of each of the Classes issued.”

Fourth Resolution

The Shareholder resolves to amend the thirteenth paragraph of Art. 22 of the Articles, which shall henceforth read as follows:

“Each share of whatever Class is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and the present articles of incorporation.”

Fifth Resolution

The Shareholder resolves to amend Art. 27 of the Articles by deleting the definition of “Investment Advisor Shares”.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

This document having been read to the appearing person, who is known to the notary by its surname, first name, civil status and residence, the said person appearing before the notary signed together with the notary, the present original deed.

Signé: C. SCHIBGILLA et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 4 juillet 2014. Relation: LAC/2014/31210. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 25 juillet 2014.

Référence de publication: 2014111063/102.

(140132137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Rossini Real Estate S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 47.075,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 119.749.

Les comptes annuels au 30 juin 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Référence de publication: 2014107075/10.

(140128088) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Semaanlux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 135.996.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires tenue le 18 juillet 2014, que la liquidation de la société décidée en date du 08 mai 2014 a été clôturée; et que la société SEMAANLUX S.A., a définitivement cessé d'exister. Les livres et documents sociaux sont déposés et conservés pour une période de cinq ans au 42 rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg.

Luxembourg, le 29 juillet 2014.

Pour: SEMAANLUX S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2014115575/17.

(140135347) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2014.

Episo 3 France Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.510,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 188.863.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the fourteenth of July.

Before us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

EPISO 3 Luxembourg Holding S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 16, avenue Pasteur L-2310 Luxembourg, registered with the Trade and Companies Register of Luxembourg under the number B 173.174 with a share capital of twelve thousand five hundred ninety euros (EUR 12,590.-) (the Sole Shareholder),

here represented by Mr. Gianpiero SADDI, private employee, whose professional address is 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, by virtue of a power of attorney given in Luxembourg, on July 14th, 2014,

The power of attorney, after signature ne varietur by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to this deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is “EPISO 3 France Investments S.à r.l.” (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The Company’s registered office is established in the municipality of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. If the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The purpose of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and in any real estate properties, and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin. The Company may invest in real estate whatever the acquisition modalities including but not limited to the acquisition by way of sale or enforcement of security.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or some of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorisation.

3.3. The Company may use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favour or relate to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The Company's corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred and ten euros (EUR 12,510.-) and is represented by (i) twelve thousand five hundred (12,500) ordinary shares in registered form, having a par value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid-up (the Ordinary Shares) and (ii) ten (10) redeemable shares (the Redeemable Shares) all in registered form with a par value of one euro (EUR 1.-) each each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. Each holder of an Ordinary Share is hereinafter individually referred to as an Ordinary Shareholder and the holders of Ordinary Shares are hereinafter collectively as the Ordinary Shareholders.

5.3. Each holder of a Redeemable Share is hereinafter individually referred to as a Redeemable Shareholder and the holders of Redeemable Shares are hereinafter collectively as the Redeemable Shareholders.

5.4. The Ordinary Shares and the Redeemable Shares are hereinafter collectively referred to as the Shares. The Ordinary Shareholders and the Redeemable Shareholders are hereinafter collectively referred to as the Shareholders.

5.5. The Company may maintain a special capital reserve account and/or share premium account in respect of the Shares and there shall be recorded to such accounts, the amount or value of any contribution/premium paid up in relation to the Shares. Amounts so recorded to such accounts will constitute freely distributable reserves of the Company and will be available for distribution to the Shareholders, as set out in these Articles.

5.6. The amount of the special capital reserve account and/or share premium account may be used for the purpose of redeeming and/or repurchasing the Shares as per article 7 of these Articles, to offset any net realised losses, to make distributions to the Shareholders or to allocate funds to the legal reserve of the Company.

5.7. If the Shareholders resolve to distribute any profits, the profits are to be distributed by the Company as follows:

(i) the Ordinary Shareholders shall, on pro rata and pari passu basis, be entitled to all the distributable profits derived by the Company from income in respect of the Company's assets and investments (including, but not limited to dividends, interest and any gains, which constitute income for United Kingdom tax purposes) (together the Income Profits); and

(ii) all the distributable profits derived by the Company from capital gains in respect of the Company's assets and investments, being amounts other than Income Profits (including but, not limited to capital gains, liquidation profits and sale proceeds) (together the Capital Gain Profits) may be distributed only to the Redeemable Shareholders on pro rata and pari passu basis; and

(iii) any profits other than Income Profits and Capital Gain Profits (the Remaining Profits) shall be distributed to the Ordinary Shareholders on pro rata and pari passu basis.

5.8. For the avoidance of doubt, profits may be distributed to the Shareholders only if the Shareholders resolve such distribution.

Art. 6. Shares.

6.1. Each Share entitles its owner to one vote at the general meetings of Shareholders. Ownership of a share carries implicit acceptance of these Articles and the resolutions of the sole shareholder or the general meeting of shareholders.

6.2. Each Share is indivisible as far as the Company is concerned.

6.3. Co-owners of Shares must be represented towards the Company by a common attorney-in-fact, whether appointed amongst them or not.

6.4. The sole shareholder may transfer freely its Shares when the Company is composed of a sole shareholder. The Shares may be transferred freely amongst Shareholders when the Company is composed of several shareholders. The Shares may be transferred to non-shareholders only with the authorisation of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital.

6.5. The transfer of Shares must be evidenced by a notarial deed or by a deed under private seal. Any such transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, in pursuance of article 1690 of the Civil Code.

Art. 7. Redemption and/or repurchase of Shares.

7.1. In the course of any given financial year, the Company may redeem and/or repurchase, at the option of its sole shareholder or shareholders, all the Redeemable Shares (and subsequently all the Ordinary Shares) at a redemption/repurchase price as determined by the Board and approved by the sole shareholder or the Shareholders (the Redemption Price).

7.2. The redemption and/or the repurchase of the Shares in accordance with article 7 of these Articles is permitted provided that:

(i) all the Redeemable Shares are always redeemed and/or repurchased in full at the same time, it being understood that the Ordinary Shares may be redeemed and/or repurchased in full only after the redemption and/or repurchase of all the Redeemable Shares;

(ii) the net assets of the Company, as evidenced in the interim accounts of the Company to be prepared by the board of managers, are not, or following the redemption would not become, lower than the amount of the share capital of the Company plus the reserves which may not be distributed under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and / or these Articles;

(iii) the Redemption Price does not exceed the amount of profits of the current financial year plus any profits carried forward and any amounts drawn from the Company's reserves available for such purpose, less any losses of the current financial year, any losses carried forward and sums to be allocated in reserve under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and these Articles; and

(iv) the redemption and/or repurchase is made on the context of a reduction of the capital of the Company. The redemption and/or repurchase shall be decided by the shareholders in accordance with article 12 of these Articles. For the avoidance of doubt, the amount of the share capital reduction shall be paid to the holders of the class of shares subject to such redemption and/or repurchase.

7.3. The Ordinary Shares may be redeemed and/or repurchased only after the redemption and/or repurchase of all the Redeemable Shares.

7.4. In the event of a reduction of share capital through the redemption and/or repurchase and the cancellation of the Redeemable Shares, the Redeemable Shares give right to the holders thereof pro rata to their holding to the Available Amount (or any other amount resolved by the General Meeting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles provided however that such other amount shall never be higher than such Available Amount), in each case determined on the basis of interim accounts of the Company on a date no earlier than eight (8) days before the date of the redemption and/or repurchase and cancellation of the Redeemable Shares.

7.5. The Available Amount in relation to the Redeemable Shares will be equal to the total amount of Capital Gain Profits of the Company (including carried forward Capital Gain Profits) to the extent the shareholders and/or the board of managers would have been entitled to dividend distributions according to Article 16 of the Articles, increased by (i) any freely distributable reserves (including special capital reserve account and/or share premium account) and (ii) as the case may be by the amount of the share capital reduction relating to the Redeemable Shares to be cancelled but reduced by (i) any losses (including carried forward losses) and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles, each time as set out in the relevant interim accounts (without any double counting).

7.6. For the avoidance of doubt, the Available Amount may not include any Income Profits (including carried forward Income Profits).

7.7. In case of redemption and/or repurchase of the Ordinary Shares, the Redemption Price may include Income Profits (including carried forward Income Profits) and Remaining Profits (including carried forward Remaining Profits), but may not include Capital Gain Profits.

7.8. In case of redemption and/or repurchase of the Redeemable Shares, the Redemption Price may include Capital Gain Profits (including carried forward Capital Gain Profits), but may not include Income Profits.

7.9. The amount of the special capital reserve account and/or share premium account may be used for the purpose of redeeming/repurchasing each class of Shares.

III. Management - Representation

Art. 8. Appointment and removal of managers.

8.1. The Company is managed by at least three (3) managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of its mandate. The managers need not be shareholders.

8.2. The managers and any additional or replacement manager appointed to the Company, may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

Art. 9. Board of managers.

9.1. If several managers are appointed, they constitute the board of managers (the Board), which will be constituted by one manager of category A (the A Manager) and two or more managers of category B (the B Manager) (the A Manager and the B Managers are collectively referred to herein as Managers).

9.2. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special and limited powers to one or more agents for specific matters.

9.3. Procedure

(i) The Board meets at the request of any one (1) manager, at the place indicated in the convening notice, which in principle is in Luxembourg.

(ii) Written notice of any Board meeting is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, whose nature and circumstances are set forth in the notice.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and state that know the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant another manager power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(v) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented and at least one (1) A manager and at least one (1) B manager are present or represented. Board resolutions are validly adopted by a majority of the votes by the managers present or represented and at least one (1) A manager and at least one (1) B manager are present or represented. Board resolutions are recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting or, if no chairperson has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (the Managers' Circular Resolutions) are valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and bear the date of the last signature.

9.4. Representation

(i) The Company is bound towards third parties in all matters by the sole signature of its A Manager or by the joint signature of any two B Managers.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any person to whom special powers have been delegated.

Art. 10. Sole manager.

10.1. If the Company is managed by a sole manager, all references in the Articles to the Board or the managers are to be read as references to the sole manager, as appropriate.

10.2. The Company is bound towards third parties by the signature of the sole manager.

10.3. The Company is also bound towards third parties by the signature of any person to whom the sole manager has delegated special powers.

Art. 11. Liability of the managers.

11.1. The managers may not, be held personally liable by reason of their mandate for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)

Art. 12. General meetings of shareholders and shareholders' circular resolutions.

12.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders (the General Meeting) or by way of circular resolutions (the Shareholders' Circular Resolutions).

(ii) When resolutions are to be adopted by way of Shareholders' Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the shareholders, in accordance with the Articles. Shareholders' Circular Resolutions signed by all the shareholders are valid and binding as if passed at a duly convened and held General Meeting, and bear the date of the last signature.

(iii) Each share gives entitlement to one (1) vote.

12.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing on the initiative of any managers or shareholders representing more than one-half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency whose nature and circumstances are set forth in the notice.

(iii) General Meetings are held at the time and place specified in the notices.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant written power of attorney to another person, shareholder or otherwise, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders' Circular Resolutions are passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted

a second time, and the resolutions are adopted at the second General Meeting or by Shareholders' Circular Resolutions by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

(vii) The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment to the Company require the unanimous consent of the shareholders.

Art. 13. Sole shareholder.

13.1. When the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder exercises all powers granted by the Law to the General Meeting.

13.2. Any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Shareholders' Circular Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the shareholder's resolutions, as appropriate.

13.3. The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 14. Financial year and approval of annual accounts.

14.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

14.2. The Board prepares the balance sheet and profit and loss account annually, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising its commitments and the debts owed by its manager(s) and shareholders to the Company.

14.3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

14.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders' Circular Resolutions within six (6) months following the closure of the financial year.

Art. 15. Auditors.

15.1. When so required by law, the Company's operations are supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés).

15.2. The shareholders appoint the approved external auditors, if any, and determine their number and remuneration and the term of their mandate, which may not exceed six (6) years but may be renewed.

Art. 16. Allocation of profits.

16.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the legal reserve required by the Law (the Legal Reserve). That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as such Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed share capital of the Company. Any amounts attributed to the Legal Reserve may be distributed only to the holders of the Ordinary Shares.

16.2. The sole shareholder or the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of. It may decide to allocate the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision reserve, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it to the shareholders. If profits are to be distributed to the shareholders, then the Income Profits and the Remaining Profits will be distributed only to the holders of the Ordinary Shares and the Capital Gain Profits will be distributed only to the holders of the Redeemable Shares.

16.3. The sole shareholder or the shareholder's meeting may decide to pay interim dividends on the basis of the interim accounts prepared by the Board of Managers showing sufficient funds available for distribution provided that:

(i) the amount to be distributed does not exceed profits realized since the end of the financial year increased by profits carried forward and distributable reserves and decreased by losses carried forward and any sums to be allocated to the reserves required by the Law or by these Articles;

(ii) the Board must make the decision to distribute interim dividends within two (2) months from the date of the interim accounts; and

(iii) the rights of the Company's creditors are not threatened, taking the assets of the Company.

16.4. The Income Profits will be distributed only to the holders of the Ordinary Shares, Capital Gain Profits will be distributed only to the holders of the Redeemable Shares and the Remaining Profits will be distributed only to the holders of the Ordinary Shares, in each case in accordance with the provisions of article 5.7.

VI. Dissolution - Liquidation

17.1 The Company may be dissolved by a decision of the sole shareholder or by a decision of the general meeting voting with the same quorum and majority as for the amendment of these Articles, unless otherwise provided by the Law.

17.2 Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the sole shareholder or by the general meeting of shareholders, which will determine their powers and their compensation.

17.3 After payment of all the debts of and charges against the Company and of the expenses of liquidation, the net assets shall be distributed equally to the holders of the Shares on pro rata basis, provided that:

- (i) the Income Profits may be distributed only to the holders of the outstanding Ordinary Shares on pro rata basis;
 - (ii) the Capital Gain Profits may be distributed only to the holders of the outstanding Redeemable Shares on pro rata basis;
 - (iii) the Remaining Profits may be distributed only to the holders of the outstanding Ordinary Shares on pro rata basis;
- and
- (iv) the amounts allocated to the Legal Reserve may be distributed only to the holders of the outstanding Ordinary Shares on pro rata basis.

VII. General provisions

18.1 Notices and communications may be made or waived, and Managers' and Shareholders' Circular Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, e-mail or any other means of electronic communication.

18.2 Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

18.3 Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Shareholders' Circular Resolutions, as the case may be, are affixed to one original or several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

18.4 All matters not expressly governed by these Articles are determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

VIII. Transitional provision

19. The first financial year begins on the date of this deed and ends on December 31st, 2014.

Subscription and payment

The Sole Shareholder subscribes to twelve thousand five hundred ten euros (12,510.-) shares in registered form as follows:

- The twelve thousand five hundred (12,500.-) ordinary shares, each having a nominal value of one euro (EUR 1.-); and
- The ten (10.-) redeemable shares, each having a nominal value of one euro (EUR 1.-);

The amount of twelve thousand five hundred and ten euros (EUR 12,510.-) is at the Company's disposal and evidence thereof has been given to the undersigned notary.

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand four hundred Euro (EUR 1,400.-).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the Sole Shareholder, representing the entire subscribed capital, adopted the following resolutions:

1. The following are appointed as managers of the Company for an indefinite period:

is appointed as A Manager:

- Mr. Yves BARTHELS, born on October 10th, 1973 in Luxembourg, residing professionally at 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg; and

are appointed as B Managers:

- Mr. Romain DELVERT, born on June 26th, 1973, in Tours, France, residing professionally at 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg;

- Mr. Mark TERRY, born on January 10th, 1977, in Arawa, Papua New Guinea, residing professionally at Berkeley Square, Berkeley Square House, 8th floor, GB-W1J 6DB London.

2. The registered office of the Company is located at 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states that at request of the above appearing party, the present deed is drawn up in English, followed by a French version and that in the case of divergences between the English text and the French text, the English text prevails.

WHEREOF, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day stated above written.

This deed has been read to the representative of the appearing party, who have signed it together with the undersigned notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le quatorze juillet,

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU

EPISO 3 Luxembourg Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit Luxembourgeois, ayant son siège social au 16, avenue Pasteur L-2310 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 173174, ayant un capital social de douze mille cinq cent quatre-vingt-dix euro (EUR 12.590,-) (l'Associé Unique),

représentée par Monsieur Gianpiero SADDI, employé privé, avec adresse professionnelle au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg, le 14 juillet 2014,

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

I. Dénomination - Siège social - Objet- Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est "EPISO 3 France Investments S.à r.l." (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et dans tous biens immobiliers, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit. La Société peut également investir dans l'immobilier quelles qu'en soient les modalités d'acquisition, notamment mais sans que ce soit limitatif, l'acquisition par la vente ou l'exercice de sûretés.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres et instruments de toute autre nature. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre évènement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cent dix euros (EUR 12.510,-) est représenté par (i) douze mille cinq cents (12,500) parts sociales ordinaires sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1.-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées (les Parts Sociales Ordinaires) et (ii) dix (10) parts sociales remboursables toutes souscrites et entièrement libérées (les Parts Sociales Remboursables) toutes sous forme nominative ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1.-) chacune.

5.2. Chaque détenteur d'une Part Sociale Ordinaire est ci-après individuellement désigné comme un Associé Ordinaire et les détenteurs des Parts Sociales Ordinaires sont ci-après collectivement désignés comme les Associés Ordinaires.

5.3. Chaque détenteur de Parts Sociales Remboursables est individuellement ci-après désigné un Associé PSR, et les détenteurs des Parts Sociales Remboursables sont collectivement ci-après désignés les Associés PSR.

5.4. Les Parts Sociales Ordinaires et les Parts Sociales Remboursables sont collectivement ci-après désignées les Parts Sociales. Les Associés Ordinaires et les Associés PSR sont ci-après collectivement désignés comme les Associés.

5.5. La Société peut maintenir un compte spécial de réserve de capital et/ou un compte de prime d'émission à l'égard des Parts Sociales et tout montant ou valeur de tout apport/prime payé(e) en relation avec les Parts Sociales sera enregistré sur ce compte. Les montants ainsi enregistrés sur ces comptes constitueront des réserves librement distribuables de la Société et seront disponibles pour distribution aux Associés, tel qu'indiqué dans ces Statuts.

5.6. Le montant du compte spécial de réserve de capital et/ou le compte de prime d'émission peut être utilisé aux fins de remboursement et/ou de rachat des Parts Sociales conformément à l'article 7 des présents Statuts, pour compenser toutes pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux Associés ou pour affecter des fonds à la réserve légale de la Société.

5.7. Au cas où les Associés décident de distribuer des bénéfices, les bénéfices devront être distribués de la manière suivante:

(i) les détenteurs des Parts Sociales Ordinaires auront droit, au pro rata et sur base pari passu, à tous les bénéfices distribuables réalisés par la Société provenant de revenus en relation avec les actifs et investissements de la Société (en ce compris mais non limité aux dividendes, intérêts et autres gains constituant un revenu aux fins de considérations fiscales au Royaume-Uni) (ensemble les Profits de Revenu); et

(ii) tout profit distribuable provenant de plus-values en relation avec les actifs et les investissements de la Société, sont les montants autres que les Profits de Revenu (incluant, mais non limités aux plus-values, boni de liquidation et produits de vente) (ensemble les Profits de Plus-Values) peut être distribué aux seuls Associés PSR au pro rata et sur base pari passu; et

(iii) tout profit autre que les Profits de Revenu et Profits de Plus-Values (les Profits Restant) sera distribué aux Associés Ordinaires au pro rata et sur base pari passu.

5.8 A des fins de clarification, des profits pourront être distribués aux Associés à condition que les Associés décident d'une telle distribution.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Chaque Part Sociale donne à son détenteur le droit à un vote aux assemblées générales des Associés. De la détention d'une part sociale découle implicitement l'acceptation de ces Statuts et les résolutions de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés.

6.2. Les parts sociales sont indivisibles en ce qui concerne la Société.

6.3. Les co-détenteurs de Parts Sociales doivent être représentés envers la Société par un mandataire, nommé parmi eux ou non.

6.4. L'associé unique peut transférer librement ses Parts Sociales lorsque la Société est composée d'un associé unique. Les Parts Sociales peuvent être transférées librement entre les Associés lorsque la Société est composée de plusieurs associés. Les Parts Sociales peuvent être transférées à des non-associés uniquement avec l'accord préalable de l'assemblée générale des associés représentant au moins trois quarts du capital social.

6.5. Une cession de Parts Sociales doit être constatée par un acte notarial ou par un acte sous seing privé. Une telle cession n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Art. 7. Remboursement et/ou rachat de Parts Sociales.

7.1. Au cours de tout exercice social, la Société peut rembourser et/ou racheter, au choix de son associé unique ou de ses associés, toutes les Parts Sociales Remboursables (et, par suite, toutes les Parts Sociales Ordinaires) au prix de rachat déterminé par le Conseil et approuvé par l'associé unique ou par les Associés (le Prix de Remboursement).

7.2. Le remboursement et/ou rachat des Parts Sociales conformément au présent article 7 de ces Statuts, est permis à condition que:

(i) toutes les Parts Sociales Remboursables soient toujours remboursées et/ou rachetées en intégralité au même moment, étant entendu que les Parts Sociales Ordinaires peuvent être remboursées et/ou rachetées en intégralité uniquement après le remboursement et/ou le rachat de toutes les Parts Sociales Remboursables;

(ii) les actifs nets de la Société, tel que montré par les comptes intermédiaires de la Société à préparer par le conseil de gérance, ne soient pas ou ne tombent pas, suite au rachat, en-dessous du montant du capital social de la Société augmenté des réserves qui ne sont pas distribuables en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg et/ou des présents Statuts;

(iii) le Prix de Remboursement n'excède pas le montant des bénéfices de l'exercice social en cours augmenté de tous les bénéfices reportés et de tous montants prélevés des réserves disponibles de la Société à cette fin, diminués de toutes pertes de l'exercice social en cours, de toutes pertes reportées et des sommes devant être affectées à la réserve conformément aux lois du Grand-Duché de Luxembourg et des présents Statuts; et

(iv) le remboursement et/ou le rachat est faite dans le contexte d'une réduction du capital social de la Société. Le remboursement et/ou rachat devra être décidé par les associés conformément à l'article 12 des présents Statuts. Aux fins de clarification, le montant de la réduction de capital sera payé aux détenteurs de la classe de parts sociales sujettes à un tel remboursement et/ou au rachat.

7.3. Les Parts Sociales Ordinaires peuvent être remboursées et/ou rachetées uniquement après le remboursement et/ou le rachat de toutes les Parts Sociales Remboursables.

7.4. En cas de réduction du capital social par remboursement et/ou rachat et annulation des Parts Sociales Remboursables, les Parts Sociales Remboursables donnent droit à leurs détenteurs, au pro rata de leur détention, au Montant Disponible (ou tout autre montant décidé par l'Assemblée Générale en conformité avec les conditions prescrites pour la modification des Statuts à condition cependant que cet autre montant ne soit jamais supérieur au Montant Disponible), déterminé dans chaque cas sur base des comptes intermédiaires de la Société à une date au plus tôt huit (8) jours avant la date de remboursement et/ou de rachat et d'annulation des Parts Sociales Remboursables.

7.5. Le Montant Disponible en relation avec les Parts Sociales Remboursables sera égal au montant total des Profits de Plus-Values de la Société (en ce compris tous Profits de Plus-Value reporté) dans la mesure où les associés et/ou le conseil de gérance ait/aient droit aux distribution de dividendes conformément à l'article 16 des Statuts, augmenté par (i) toutes réserves librement distribuable (incluant le compte spécial de réserve et/ou le compte de prime d'émission) et (ii) le cas échéant, par le montant de la réduction du capital social en relation avec les Parts Sociales Remboursables devant être annulées, mais réduit par (i) toutes pertes (en ce compris les pertes reportées) and (ii) toutes sommes devant être placées dans la/les réserve(s) conformément aux conditions requises par la loi ou par les Statuts, dans chaque cas conformément aux comptes intermédiaires en question (sans double comptage).

7.6. A des fins de clarification, le Montant Disponible n'inclut aucun Profits de Revenu (en ce compris les Profits de Revenu reporté).

7.7. En cas de remboursement et/ou de rachat des Parts Sociales Ordinaires, le Prix de Remboursement pourra inclure les Profits de Revenu (incluant les Profits de Revenu reportés) et les Profits Restants (incluant les Profits Restants reportés), mais non les Profits de Plus-Values.

7.8. En cas de remboursement et/ou de rachat des Parts Sociales Remboursables, le Prix de Remboursement pourra inclure les Profits de Plus-Values (en ce compris les Profits de Plus-Values reportés), mais non les Profits de Revenu.

7.9. Le montant du compte spécial de réserve et/ou le compte de prime d'émission peut être utilisé(s) aux fins de remboursement/rachat de chaque classe de Parts Sociales.

III. Gestion - Représentation

Art. 8. Nomination et révocation des gérants.

8.1. La Société est gérée par au moins trois (3) gérants nommés par une résolution des Associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés.

8.2. Les gérants et tout gérant supplémentaire ou de remplacement nommé à la Société, peut être révoqué à tout moment, avec ou sans cause, par une résolution des associés.

Art. 9. Conseil de gérance.

9.1. Si plusieurs gérant sont nommés, ils constituent le conseil de gérance (le Conseil), constitué d'un gérant de catégorie A (le Gérant A) et de deux gérants de catégorie B ou plus (les Gérants B) (le Gérant A et les Gérants B sont collectivement désignés ici comme les Gérants).

9.2. Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux associé(s) sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

9.3. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'au moins un (1) gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg.

(ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixées dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés et au moins un (1) gérant A et au moins un (1) gérant B sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés et au moins un (1) gérant A et au moins un (1) gérant B sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visio-conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

9.4. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la seule signature de son Gérant A ou par la signature conjointe de deux Gérants B.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 10. Gérant unique.

10.1. Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

10.2. La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature du gérant unique.

10.3. La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 11. Responsabilité des gérants.

11.1. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associé(s)

Art. 12. Assemblées générales des associés et résolutions circulaires des associés.

12.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'Assemblée Générale) ou par voie de résolutions circulaires (les Résolutions Circulaires des Associés).

(ii) Dans le cas où les résolutions sont adoptées par Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est communiqué à tous les associés, conformément aux Statuts. Les Résolutions Circulaires des Associés signées par tous les associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

12.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Les décisions à adopter par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(vii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

Art. 13. Associé unique.

13.1. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

13.2. Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

13.3. Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 14. Exercice social et approbation des comptes annuels.

14.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de chaque année.

14.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

14.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

14.4. Le bilan et le compte de profits et pertes sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

Art. 15. Réviseurs d'entreprises.

15.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, dans les cas prévus par la loi.

15.2. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises agréés, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne peut dépasser six (6) ans. Les réviseurs d'entreprises agréés peuvent être renommés.

Art. 16. Affectation des profits.

16.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi (la Réserve Légale). Cette affectation à la Réserve Légale cesse d'être exigée si tôt et aussi longtemps que la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social souscrit de la Société. Tout montant affecté à la Réserve Légale peut uniquement être distribué aux détenteurs des Parts Sociales Ordinaires.

16.2. L'associé unique ou l'assemblée générale des Associés déterminent l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Il pourra être décidé d'allouer l'entièreté ou une partie de ce solde à une réserve ou à une réserve de provision, de le reporter au prochain exercice social ou de le distribuer aux associés. Lorsque les bénéfices sont à distribuer aux associés, les Profits de Revenu et les Profits Restants seront alors uniquement distribués aux détenteurs des Parts Sociales Ordinaires et les Profits de Plus-Values seront eux uniquement distribués aux détenteurs des Parts Sociales Remboursables.

16.3. L'associé unique ou l'assemblée générale des associés peut décider de payer des dividendes intérimaires sur base des comptes intérimaires établis par le Conseil attestant de fonds disponibles suffisant aux fins de distributions, aux conditions suivantes:

(i) le montant à distribuer ne peut excéder le montant des profits réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté des profits reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter aux réserves telles que prescrites par la Loi ou par les présents Statuts;

(ii) le Conseil doit prendre la décision de distribuer des dividendes intérimaires dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires; et

(iii) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société.

16.4. Les Profits de Revenu seront distribués uniquement aux détenteurs des Parts Sociales Ordinaires, les Profits de Plus-Values uniquement aux détenteurs des Parts Sociales Remboursables et les Profits Restants uniquement aux détenteurs de Parts Sociales Ordinaires, dans chaque cas conformément aux dispositions de l'Article 5.7.

VI. Dissolution - Liquidation

17.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, adoptée par le même quorum et la même majorité que pour les modifications de Statuts, sauf dispositions contraires de la Loi.

17.2. En cas de liquidation de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes naturelles ou des personnes morales), nommés par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés, qui détermine leur pouvoirs et rémunération.

17.3. Le boni de liquidation, après le paiement des dettes, des charges de la Société et des frais de liquidation, est distribué de manière égale aux détenteurs des Parts Sociales au pro rata, à condition que:

(i) les Profits de Revenu peuvent uniquement être distribués aux détenteurs des Parts Sociales Ordinaires en circulation, au pro rata;

(ii) les Profits de Plus-Values peuvent uniquement être distribués aux détenteurs de Parts Sociales Remboursables en circulation, au pro rata;

(iii) les Profits Restants peuvent uniquement être distribués aux détenteurs de Parts Sociales Ordinaires en circulation, au pro rata;

(iv) les montants alloués à la Réserve Légale peuvent uniquement être distribués aux détenteurs de Parts Sociales Ordinaires en circulation, au pro rata.

VII. Dispositions générales

18.1. Les convocations et communications, respectivement les renoncations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

18.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un Gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

18.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

18.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les associés.

Disposition transitoire

19. Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le 31 décembre 2014.

Souscription et libération

L'Associé Unique souscrit à douze mille cinq cent dix (12.510) parts sociales sous forme nominative comme suit:

- Douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ordinaires, chacune ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1,-);
- Dix (10) parts sociales remboursables, chacune ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1,-);

Le montant de douze mille cinq cent dix euros (EUR 12.510,-) est à la disposition de la Société, comme il a été prouvé au notaire instrumentant.

Estimation des frais

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ mille quatre cents Euros (EUR 1.400,-)).

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, son Associé Unique, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées en qualité de gérants de la Société pour une durée indéterminée:

Est nommé Gérant A:

- M. Yves BARTHELIS, né le 10 octobre 1973 à Luxembourg, demeurant professionnellement au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg; et

Sont nommés Gérants B:

- M. Romain DELVERT, né le 26 juin 1973, à Tours, France, demeurant professionnellement au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg;

- M. Mark TERRY, né le 10 janvier 1977 à Arawa, Papouasie-Nouvelle-Guinée, demeurant professionnellement au Berkeley Square, Berkeley Square House, 8th floor, GB-W1J 6DB Londres.

2. Le siège social de la Société est établi au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, le mandataire du comparant a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 21 juillet 2014. LAC/2014/34123. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Référence de publication: 2014108415/681.

(140130641) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Finex.lu S.A. Soparfi, Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 144.705.

Les comptes annuels 2013 ont été clôturés au 31 décembre 2013 pour être déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Certifié conforme et sincère

Paddock Fund Administration S.A.

Référence de publication: 2014107552/12.

(140128281) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

COLT Lux Group Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.012.500,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 115.940.

EXTRAIT

Par résolutions en date du 5 mars 2008, l'associé unique de la Société, Colt Lux Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à Kansallis House, Place de l'Etoile, L-1479 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, avec un capital social de EUR 2.025.000, enregistrée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 116042, a procédé au changement d'adresse de son siège social au 2a, Rue Albert Borschette, K2 Building, Forte1, L-1246 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juillet 2014.

Référence de publication: 2014113146/16.

(140133156) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2014.
